

# RAPPORT FINANCIER 2009

Exercice du 1/01/2009 au 31/12/2009

Adopté par l'Assemblée Générale du 8 mai 2010





## COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

4, rue Jean Lantier  
75001 Paris

### Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels du COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Société anonyme au capital de 1 723 040 €  
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Paris / Ile-de-France  
Société de Commissaires aux Comptes, membre de la Compagnie régionale de Versailles  
572 028 041 RCS Nanterre  
TVA : FR 02 572 028 041

Member of Deloitte Touche Tohmatsu

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les événements suivants présentés dans l'annexe des comptes annuels et notamment :

- La note VI des annexes décrit les modalités d'établissement du compte d'emploi annuel des ressources liées à la première application du règlement CRC n°2008-12 ;
- La note I-8 des annexes présente le changement de schéma comptable de la réutilisation des projets votés et non décaissés, sans impact au compte de résultat ;
- La note IV-1 des annexes précise le calcul actuariel des indemnités de départ à la retraite, montant porté en engagement hors bilan pour la première fois.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la première partie du rapport, la note VI des annexes expose les règles et méthodes retenues pour établir le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

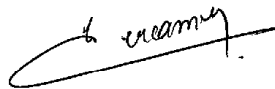
**III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2010

Le Commissaire aux Comptes  
Deloitte & Associés



Jean-Pierre VERCAMER



# SOMMAIRE

<b>Faits marquants de l'exercice .....</b>	<b>9</b>
<b>I. Le bilan.....</b>	<b>13</b>
1. Actif du bilan .....	13
1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles .....	13
1.2 Immobilisations financières .....	14
1.3 Actif circulant : stocks, créances et disponibilités .....	15
2. Passif du bilan .....	16
2.1 Fonds propres.....	16
2.2 Passif circulant .....	17
3. Fonds de roulement .....	18
4. Hors bilan.....	18
4.1 Indemnités de Départ à la Retraite .....	18
4.2 Legs reçus .....	18
4.3 Autres engagements .....	18
<b>II. Le compte de résultat.....</b>	<b>21</b>
1. Produits d'exploitation .....	21
1.1 Les produits de la générosité du public.....	21
1.2 Cofinancements et subventions .....	22
1.3 Autres ressources.....	22
1.4 Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charge .....	22
1.5 Reprise de ressources affectées.....	23
2. Charges d'exploitation .....	23
2.1 Achats nets de marchandise.....	23
2.2 Autres achats et charges externes.....	23
2.3 Frais de personnel.....	24
2.4 Subventions accordées .....	24
3. Résultats financier et exceptionnel.....	25
<b>III. Le CER – Compte d'Emploi des Ressources .....</b>	<b>29</b>
1. Un CER d'un format nouveau.....	29
2. Ressources .....	29
2.1 Ressources issues de la générosité du public .....	29
2.2 Autres ressources .....	29
3. Ressources affectées aux missions .....	30
3.1 Partenariat international.....	30
3.2 Education au développement .....	31
3.3 Plaidoyer.....	31
3.4 Masse salariale.....	32
4. Ressources affectées aux autres dépenses.....	32
4.1 Frais d'appel à la Générosité du Public.....	32
4.2 Frais de communication, de fonctionnement .....	32
5. Que dit le nouveau Compte d'Emploi des Ressources ?.....	33
<b>IV. Autres informations .....</b>	<b>34</b>
1. Effectifs du CCFD–Terre Solidaire .....	34
2. Bénévolat .....	34
<b>V. Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale.....</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXES COMPTABLES.....</b>	<b>37</b>



# RAPPORT FINANCIER

## Faits marquants de l'exercice

### 1 – Des changements institutionnels

L'année 2009 se caractérise, pour le CCFD - Terre Solidaire, par le vote de **changements de statuts** qui modifient en profondeur son fonctionnement.

Ses adhérents étaient jusqu'alors les 28 Mouvements et Services d'Eglise (MSE), qui composaient son Assemblée Générale. La réforme des statuts autorisera désormais l'adhésion de personnes physiques (militants et bénévoles agissant localement), qui seront représentées dans les instances de l'association. Ces nouveaux statuts ont été validés par le Conseil d'Etat en février 2010, et prendront effet lors de l'Assemblée Générale de mai 2010, la première à se tenir avec la nouvelle composition.

Signalons par ailleurs la fin du mandat de président de Joël Thomas au 31 décembre 2008, remplacé à la présidence du CCFD-Terre Solidaire, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, par Guy Aurenche.

### 2 – Une anticipation des effets de la crise économique

Le budget 2009 du CCFD-Terre Solidaire, élaboré en novembre et décembre 2008, l'a été avec des hypothèses de **grande prudence**, en raison de la crise économique et financière qui débutait. Le CCFD-Terre Solidaire a notamment opéré un cadrage sévère de son budget de dépenses, dans un contexte d'incertitude sur la réaction des donateurs en temps de crise. Si les effets de la crise économique se sont manifestés dans l'ensemble des revenus financiers issus des placements ou des dons issus de la finance solidaire, les donateurs ont en revanche confirmé une fois de plus leur fidélité au CCFD-Terre Solidaire, et leur soutien à sa mission, ce qui explique en grande partie le résultat excédentaire de cette année 2009.

### 3 – L'augmentation de capital de la SIDI

La SIDI – filiale du CCFD-Terre Solidaire créée pour agir pour le développement par l'outil financier – a procédé à une **augmentation de capital** de 4M€. Le CCFD-Terre Solidaire a suivi cette augmentation au prorata du nombre d'actions détenues soit un peu plus d'1M€.

La réussite, en pleine crise financière, de cette augmentation de capital marque l'engagement fort des souscripteurs pour une finance solidaire. La SIDI permet d'offrir aux micro-entrepreneurs exclus des systèmes bancaires parce que sans garanties suffisantes, l'accession à des financements pour la réalisation de leur projets. C'est plus d'un millier d'investisseurs individuels qui sont maintenant engagés, avec les investisseurs institutionnels, dans la SIDI.

## BILAN – ACTIF

RUBRIQUES	Ref. Annexes	Brut	Amort. et provisions	Net au 31/12/2009	Net au 31/12/2008
Concessions, brevets et droits similaires	II.1	1 404 961	1 318 210	86 751	
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.	II.1	104 454		104 454	115 331
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>		<b>1 509 415</b>	<b>1 318 210</b>	<b>191 205</b>	<b>115 331</b>
Terrains	II.2.1	602 479		602 479	
Constructions	II.2.1	11 998 037	3 973 966	8 024 071	8 711 175
Installations techniques, matériel et outillage	II.2.2	90 143	65 393	24 750	33 392
Autres immobilisations corporelles	II.2.2	2 410 741	2 256 249	154 492	225 973
<b>Total des immobilisations corporelles</b>		<b>15 101 399</b>	<b>6 295 608</b>	<b>8 805 792</b>	<b>8 970 541</b>
Participations	II.3	3 592 572	75 136	3 517 436	2 421 972
Créances rattachées à des participations	II.4	73 133	72 054	1 079	1 079
Prêts	II.5	61 691	7 318	54 373	101 286
Autres immobilisations financières		20 408		20 408	21 208
<b>Total des immobilisations financières</b>		<b>3 747 804</b>	<b>154 508</b>	<b>3 593 296</b>	<b>2 545 545</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>20 358 619</b>	<b>7 768 326</b>	<b>12 590 293</b>	<b>11 631 417</b>
Stocks de marchandise		42 646	33 442	9 204	3 228
<b>Total des stocks et en-cours</b>		<b>42 646</b>	<b>33 442</b>	<b>9 204</b>	<b>3 228</b>
Créances clients et comptes rattachés		55 533	15 579	39 954	40 246
Autres créances	II.6/7	3 043 060	70 796	2 972 265	2 669 641
<b>Total des créances</b>		<b>3 098 593</b>	<b>86 374</b>	<b>3 012 219</b>	<b>2 709 887</b>
Valeurs mobilières de placement	II.8/9	20 362 272	21 684	20 340 588	17 228 355
Disponibilités		4 535 446		4 535 446	3 613 356
Charges constatées d'avance	II.10	245 189		245 189	265 889
<b>Total disponibilités et divers</b>		<b>25 142 907</b>	<b>21 684</b>	<b>25 121 223</b>	<b>21 107 600</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>28 284 146</b>	<b>141 500</b>	<b>28 142 646</b>	<b>23 820 715</b>
<b>Ecart de conversion actif</b>		<b>893</b>		<b>893</b>	<b>893</b>
<b>ACTIF TOTAL</b>		<b>48 643 658</b>	<b>7 909 826</b>	<b>40 733 832</b>	<b>35 453 024</b>

## BILAN – PASSIF

RUBRIQUES	Ref. Annexes	Net au 31/12/2009	Net au 31/12/2008
<b>Fonds propres associatifs</b>			
Ecart de réévaluation des immeubles		1 556 840	1 556 840
Réserves statutaires et contractuelles		91 469	91 469
Autres réserves pour projet associatif		14 344 591	14 344 591
Report à nouveau		4 405 545	3 958 095
Résultat de l'exercice		4 413 029	447 450
<b>Total des fonds propres</b>	<b>III.1</b>	<b>24 811 476</b>	<b>20 398 447</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>			
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ressources dédiées par le donateur</b>			
<b>Total des fonds dédiés</b>	<b>III.2</b>	<b>229 652</b>	<b>335 936</b>
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>			
<b>Total des dettes financières</b>		<b>1 600</b>	<b>1 600</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	III.3	1 315 224	1 316 528
Dettes fiscales et sociales	III.4	1 837 426	1 932 577
Autres dettes	III.5/6	12 538 454	11 455 862
<b>Total des dettes diverses</b>		<b>15 691 104</b>	<b>14 704 967</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>			<b>12 075</b>
<b>Ecart de conversion passif</b>			<b>0</b>
<b>PASSIF TOTAL</b>		<b>40 733 832</b>	<b>35 453 024</b>



## I. Le bilan

### 1. Actif du bilan

#### 1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

##### Les points clé

- Les immobilisations incorporelles et corporelles représentent les investissements nécessaires à l'activité du CCFD-Terre Solidaire. Ces investissements ont augmenté, le CCFD-Terre Solidaire ayant réorganisé ses locaux entre 2006 et 2009 (les derniers travaux rue Jean Lantier se sont terminés en février 2009), et ses systèmes informatiques depuis 2008 (il y a plusieurs projets en cours). Ces évolutions sont lisibles dans le tableau ci-dessous, et dans les **annexes II.2**.

**Tableau de synthèse des immobilisations**

Rubrique	Valeur Brute 01/01/2009	Variations	Valeur Brute 31/12/2009	Amort.	Valeur Nette 31/12/2009	Valeur Nette 31/12/2008
Immobilisations incorporelles	1 391 915	117 500	1 509 415	-1 318 210	<b>191 204</b>	115 331
Patrimoine immobilier	12 403 819	196 697	12 600 516	-3 973 966	<b>8 626 549</b>	8 711 175
Autres immobilisations corporelles	2 419 818	81 066	2 500 883	-2 321 641	<b>179 242</b>	259 365
<b>Total</b>	<b>16 215 552</b>	<b>395 262</b>	<b>16 610 814</b>	<b>-7 613 818</b>	<b>8 996 996</b>	<b>9 085 871</b>

##### ▪ Les immobilisations incorporelles

L'augmentation des immobilisations incorporelles de l'exercice est due au déploiement du nouveau logiciel comptable SAGE1000, en avril 2009. Le paramétrage du nouvel intranet a, lui, pris un peu de retard, et celui-ci ne sera mis en production qu'en septembre 2010. Il figure donc toujours dans les avances et acomptes sur immobilisations (immobilisations en cours).

##### ▪ Le patrimoine immobilier du CCFD-Terre Solidaire

Le CCFD-Terre Solidaire est propriétaire, pour les besoins de son activité, des biens immobiliers détaillés ci-dessous :

Patrimoine Immobilier	Valeur Brute 01/01/2009	Travaux / Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2009
Siège du CCFD - rue Jean Lantier - 75001	11 141 725	196 697		11 338 421
Immeuble - rue Guy de la Brosse - 75005	924 420			924 420
Espace rencontre - Lourdes	83 847			83 847
Délégation diocésaine - Strasbourg	101 379			101 379
Délégation diocésaine - Nantes	152 449			152 449
<b>Total</b>	<b>12 403 819</b>	<b>196 697</b>	<b>0</b>	<b>12 600 516</b>

Le CCFD–Terre Solidaire a terminé en février 2009 une réorganisation complète de ses locaux, entamée en 2006, réorganisation qui a fait suite à l’achat de 2 appartements contigus à ses locaux en 2006 et en 2007. L’augmentation du poste « Patrimoine Immobilier » correspond à l’aboutissement de cette réorganisation.

- **Les autres immobilisations corporelles**

Elles se montent à 2 500 k€ en valeur brute et à 179 k€ en valeur nette. Ce montant est principalement constitué de l’équipement informatique des salariés ainsi que de celui des délégations diocésaines.

## 1.2 Immobilisations financières

### Les points clé

- *Les immobilisations financières traduisent l’engagement du CCFD–Terre Solidaire dans le soutien au commerce équitable (Max Havelaar, Plateforme du Commerce Equitable), et à la micro-finance (SIDI), comme l’indiquent le tableau simplifié ci-dessous et les **annexes II.3**. Elles sont en hausse en ce qui concerne la SIDI*

Titres détenus	Valeur brute 31/12/2009	Cumul dépréciations 31/12/2009	Net 31/12/2009	Net 31/12/2008
BFCC (Crédit Coopératif)	3 064	0	3 064	3 064
SIDI	3 478 298	0	3 478 298	2 382 834
Solidar'Monde	30 011	-30 011	0	0
SIFA (Société d'Investissement France Active)	1 020	0	1 020	1 020
Karthala	30 481	0	30 481	30 481
Scoop El Amal	45 125	-45 125	0	0
Kere Wani	0	0	0	0
SAPIE	4 573	0	4 573	4 573
<b>Total</b>	<b>3 592 572</b>	<b>-75 136</b>	<b>3 517 436</b>	<b>2 421 972</b>

La diminution des participations du CCFD–Terre Solidaire se poursuit : après la liquidation de l’EURL Faim&Développement en 2008, dont le CCFD–Terre Solidaire était actionnaire unique, la liquidation de la société Kere Wani dans laquelle le CCFD–Terre Solidaire détenait des parts a elle aussi été prononcée, entraînant sa sortie des comptes, sans impact sur le résultat.

Le CCFD–Terre Solidaire détient 27% du capital de la SIDI, sa filiale spécialisée dans le soutien à la micro-finance dans le monde, dont l’action est complémentaire de ses propres missions, et qui permet des collaborations très pertinentes auprès de certains partenaires communs aux 2 structures. La SIDI a procédé en 2009 à une augmentation de capital de 4M€ à laquelle le CCFD–Terre Solidaire a participé à hauteur de 1,1M€.

Le CCFD–Terre Solidaire soutient par ailleurs le développement de la filière du commerce équitable en France depuis son apparition, ce soutien se lit notamment dans la détention de titres Solidar’Monde, mais aussi dans les prêts accordés à Max Havelaar et à la Plateforme Française du Commerce Equitable (voir ci-dessous).

Prêts	Valeur brute 31/12/2009	Cumul dépréciations 31/12/2009	Valeur nette 31/12/2009	Valeur nette 31/12/2008
Prêt Plateforme du Commerce Equitable	5 000	-5 000	0	-5 000
Prêt Max Havelaar	46 000	0	46 000	100 000
Prêt Max Havelaar reprise EURL	2 318	-2 318	0	0
Prêts au personnel	8 373	0	8 373	6 286
<b>Total</b>	<b>61 691</b>	<b>-7 318</b>	<b>54 373</b>	<b>101 286</b>

L’écriture de régularisation de la provision sur le prêt fait à la Plateforme Française du Commerce Equitable, qui n’avait pu être passée en 2008, l’a été en 2009.

Le prêt consenti à l’organisme de promotion du commerce équitable Max Havelaar France, en 2007, a été partiellement remboursé en 2009, le solde étant dû en mai 2010.

### 1.3 Actif circulant : stocks, créances et disponibilités

- **Les stocks**

Les stocks sont principalement constitués des produits – pour la plupart issus du commerce équitable – vendus par la boutique solidaire du CCFD–Terre Solidaire. Cette activité est un des volets de sa mission d’Education au Développement.

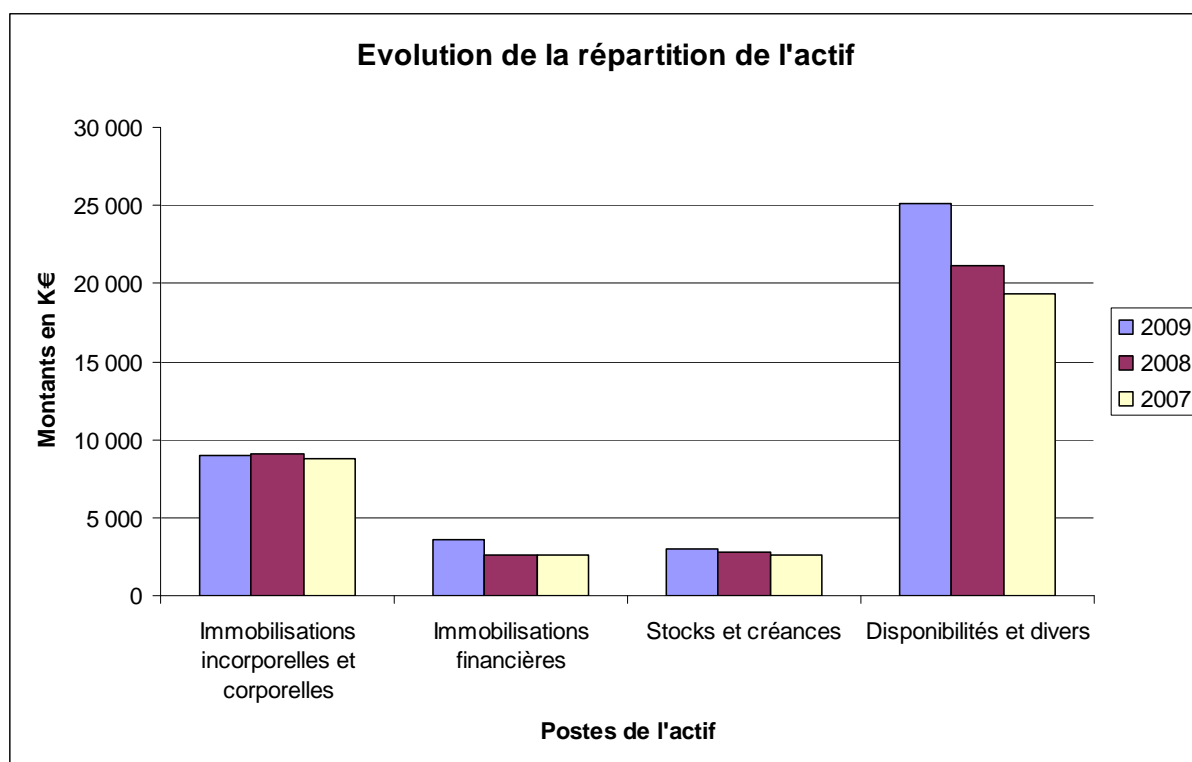
- **Les autres créances**

Ce sont, pour 2,2 M€, soit 75% du total, des dons et legs à recevoir, i.e des dons reçus au début de l’année 2010, mais rattachés à l’année 2009 (voir **Annexe I.3**). Mentionnons également un crédit de TVA de 254 k€, intégralement remboursé en janvier 2010, suite à un contrôle fiscal satisfaisant.

- **Les disponibilités**

Le niveau de disponibilités est généralement élevé en fin d’année, en raison de l’envoi d’un mailing de Noël aux donateurs. L’augmentation sensible constatée en 2009 par rapport à 2008 est principalement due à l’encaissement, le 29 décembre 2009, de 2,25 M€ versés par l’Union Européenne pour un projet cofinancé en Guinée Conakry.

Les charges constatées d’avance recouvrent toutes les charges d’élaboration, d’impression à la fin de l’année 2009 des mailings du début de l’année 2010, et notamment de la lettre de janvier 2010, ainsi que de la campagne de Carême 2010.



## 2. Passif du bilan

### 2.1 Fonds propres

Suite à la réorganisation des lignes de réserves à l'issue de la clôture des comptes 2008, les fonds propres se présentent comme suit :

Fonds propres	Au 31/12/2008	Affectation résultat 2008	Résultat 2009	Au 31/12/2009
Ecart de réévaluation libre	1 556 840			1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise	14 436 061			14 436 061
Report à nouveau	3 958 095	447 450		4 405 545
Résultat de l'année	447 450	-447 450	4 413 029	4 413 029
<b>Total</b>	<b>20 398 447</b>	<b>0</b>	<b>4 413 029</b>	<b>24 811 476</b>

Hors résultat de l'année, les fonds propres représentent presque 7 mois de charges d'exploitation du CCFD-Terre Solidaire, ce qui est une sécurité nécessaire pour le fonctionnement de l'association, engagée dans la durée auprès de ses partenaires.

## 2.2 Passif circulant

### ▪ Les fonds dédiés

Le solde des fonds dédiés à fin 2009 est en baisse, et en baisse régulière depuis plusieurs années, le CCFD–Terre Solidaire s’efforçant d’utiliser en priorité ces fonds, dont la destination est fixée par le donateur lors du don.

Ces dons peuvent être spontanés, ou répondre à des appels d’urgence lancés par le CCFD–Terre Solidaire en cas de catastrophe naturelle ou de guerre, par exemple.

Soulignons que le Fonds Commun de Placement EURCO Solidarité est suivi en fonds dédiés, ses ressources étant dirigées vers des projets en Europe de l’Est ou ayant pour bénéficiaires des organisations de migrants. Depuis 2009, le Fonds Commun de Placement Faim & Développement est également suivi en fonds dédié, ses ressources étant destinées à la SIDI – filiale du CCFD–Terre Solidaire en charge de la micro-finance.

Notons enfin que l’année 2009 a vu la fin de l’utilisation des fonds dédiés reçus suite au Tsunami de décembre 2004.

(voir II.1.5 – Reprises de ressources affectées)

### ▪ Les dettes fournisseurs et comptes rattachés

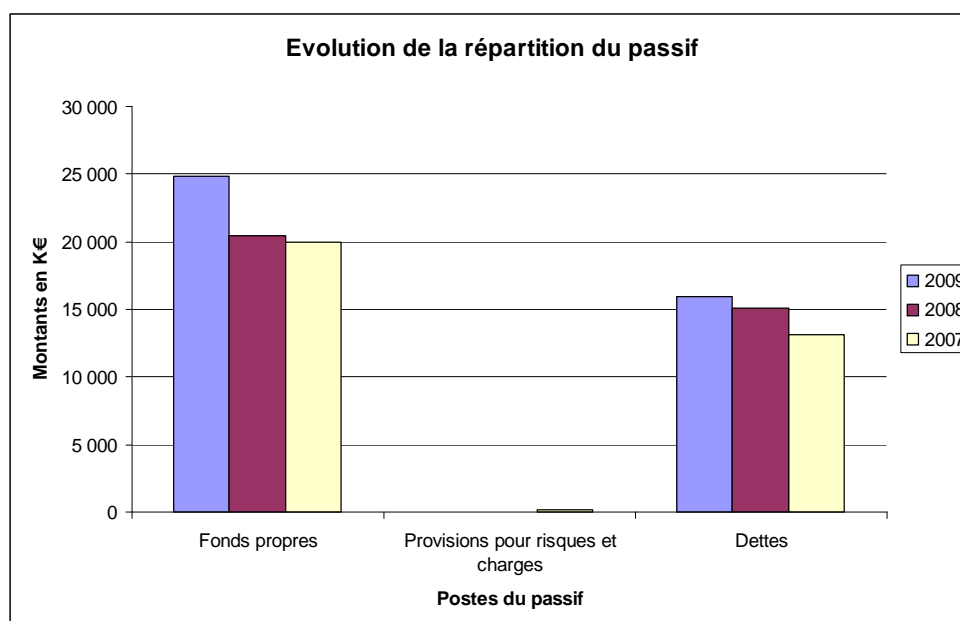
Ces dettes du CCFD–Terre Solidaire vis-à-vis de ses fournisseurs, principalement liées à l’élaboration et à la fabrication des campagnes de communication, restent stables, autour de 1,3 M€.

### ▪ Les dettes fiscales et sociales

Elles comprennent principalement les provisions légales pour congés payés, avec les charges sociales correspondantes (624 k€) ainsi que la provision pour mobilité des cadres (813 k€).

### ▪ Les dettes diverses

Sur les 12,5 M€ d’autres dettes mentionnées au bilan, presque 92% d’entre elles sont liées au partenariat international : ce sont des projets votés restant à payer, des conventions pluri-annuelles signées avec les partenaires, ou des projets cofinancés, dont le projet cofinancé en Guinée Conakry pour 2 M€.



### **3. Fonds de roulement**

Le fonds de roulement s'élève à 13,1 M€, et représente un peu plus de 4 mois de charges d'exploitation, contre 3 mois en 2008.

### **4. Hors bilan**

#### **4.1 Indemnités de Départ à la Retraite**

Ces Indemnités de Départ à la Retraite font l'objet d'un calcul théorique à partir du nombre de salariés présents au 31/12/2009.

Le calcul s'applique aux salariés ayant le statut employé. Pour les cadres, une provision est faite en comptabilité dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement de la mobilité professionnelle. L'engagement retraite du CCFD-Terre Solidaire au 31/12/2009 se monte à 582 530 €.

#### **4.2 Legs reçus**

On constate en 2009 une augmentation forte des legs soldés dans l'année, notamment pour des dossiers de legs anciens, complexes, et importants en leur montant, et donc des produits enregistrés au compte de résultat, multipliés par 2 depuis l'année 2007. Dans le même temps, le stock de legs à recevoir est légèrement plus élevé qu'en 2008, autour de 7,8 M€.

#### **4.3 Autres engagements**

Au 31/12/2009, les salariés du CCFD-Terre Solidaire avaient acquis 12 343 heures au titre du DIF (Droit Individuel de Formation)



## COMPTE DE RÉSULTAT

LIBELLE	2009	2008	Evolution
Collectes	28 781 626	28 143 231	2,3%
Legs - Donations - Assurances Vie	5 669 031	2 260 426	150,8%
Subventions et cofinancements reçus	4 066 863	2 842 493	43,1%
Ventes de marchandises	284 753	356 659	-20,2%
Abonnements et autres	245 351	240 079	2,2%
Autres produits	13 349	18 969	-29,6%
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	401 693	714 494	-43,8%
Reprise des ressources affectées	1 529 819	1 524 963	0,3%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>40 992 486</b>	<b>36 101 314</b>	<b>13,5%</b>
Achats de marchandises	150 092	177 803	-15,6%
Variation de stocks	1 342	10 078	-86,7%
Autres achats et charges externes	7 606 129	8 348 794	-8,9%
Impôts, taxes et versements assimilés	693 061	781 135	-11,3%
Salaires et traitements	5 442 112	5 844 000	-6,9%
Charges sociales	2 349 251	2 411 879	-2,6%
Autres charges de personnel	374 224	343 926	8,8%
Subvention SIDI	1 200 034	1 180 006	1,7%
Subventions et cofinancements versés	17 115 189	15 830 877	8,1%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	486 009	429 076	13,3%
Dotations aux provisions pour risques et charges	33 442	40 760	-18,0%
Reports de ressources affectées	1 423 535	727 604	95,6%
Autres charges	114 002	122 759	-7,1%
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>36 988 422</b>	<b>36 248 698</b>	<b>2,0%</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>4 004 063</b>	<b>-147 384</b>	
Produits de participations	846	1 077	-21,4%
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	296	-1 100	-126,9%
Autres intérêts et produits assimilés	318 247	698 657	-54,4%
Différences positives de change	117	112	4,8%
Reprises de provisions et transferts de charges	137 841	107 056	28,8%
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>457 346</b>	<b>805 802</b>	<b>-43,2%</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	19 670	116 614	-83,1%
Intérêts et charges assimilées	48 385	118 607	-59,2%
Différences négatives de change	2 095	2 019	3,8%
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>70 151</b>	<b>237 239</b>	<b>-70,4%</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>387 196</b>	<b>568 563</b>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		51 154	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	94 695	171 364	
Produits exceptionnels sur opération EURL Faim et Dévt		4 107 878	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>94 695</b>	<b>4 330 396</b>	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	65		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	37 312	54 005	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	32 012	114 105	
Charges exceptionnelles sur opération EURL Faim et Dévt		4 124 715	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>69 389</b>	<b>4 292 825</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>25 306</b>	<b>37 572</b>	
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	3 536	11 300	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>41 544 527</b>	<b>41 237 513</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>37 131 498</b>	<b>40 790 062</b>	
<b>RESULTAT</b>	<b>4 413 029</b>	<b>447 450</b>	

## II. Le compte de résultat

### Les points clé

- Un résultat fortement excédentaire : 4 413 k€
- Des produits d'exploitation en forte hausse, notamment en raison d'une légère croissance de la collecte, et de l'augmentation des legs.
- Un niveau de cofinancements reçus en forte hausse également : un gros contrat signé avec l'UE pour un programme en Guinée Conakry – mais sans impact sur le résultat car automatiquement passé en charge.
- Des charges d'exploitation stables, inscrites dans un budget prudent
- Un résultat financier en baisse

### 1. Produits d'exploitation

#### 1.1 Les produits de la générosité du public

Postes de la GP - en K€	2009	2008	2007	2006	Evol. 2006/2009	% de la GP en 2009
Collecte	27 501	26 803	26 194	27 803	-1%	80%
Dons issus de l'épargne solidaire	1 281	1 341	1 711	1 375	-7%	4%
Legs, donations, assurances vie	5 669	2 260	1 869	2 060	175%	16%
<b>Total</b>	<b>34 451</b>	<b>30 404</b>	<b>29 774</b>	<b>31 238</b>	<b>10%</b>	<b>1</b>

Ce tableau présente les principales rubriques des produits d'exploitation issus de la générosité du public. Les collectes nationale et diocésaine, présentées ici ensemble dans la ligne « collecte » sont complémentaires, et il faut rappeler le rôle essentiel joué par les militants du CCFD dans les délégations diocésaines pour faire connaître la mission du CCFD–Terre Solidaire et mobiliser des donateurs.

Le total des produits de la générosité du public est en augmentation par rapport à 2008 (+13,3%), les dons sont en hausse de 2,6 %. Mais l'augmentation générale de la générosité du public repose principalement sur le développement des legs, donations et assurance vie, dont le montant a été multiplié par trois entre 2007 et 2009.

Il convient également de mentionner les recettes issues de l'épargne solidaire. Ces recettes, largement dépendantes de la situation du marché boursier, ont diminué depuis 2 ans, mais témoignent néanmoins d'un engagement fort des donateurs : le patrimoine investi par les souscripteurs dans les produits de finance solidaire bénéficiant au CCFD–Terre Solidaire représente plus de 112 millions d'euro.

## 1.2 Cofinancements et subventions

Les cofinancements reçus (incluant les frais administratifs) s'élèvent à 3 958 k€, en hausse de 53,8% par rapport à 2008.

Ce montant provient de plusieurs bailleurs :

L'augmentation est notamment due à la signature, en novembre 2009, d'un contrat de cofinancement avec l'Union Européenne d'un montant total de 4 M€ pour un programme alimentaire en Guinée Conakry, dont la moitié est enregistrée en 2009.

Bailleur (en k€)	2009	2008
Union Européenne	3 422	928
Ministère Affaires Etrangères	443	1 414
Autres	93	222
<b>Total</b>	<b>3 958</b>	<b>2 564</b>

## 1.3 Autres ressources

Il s'agit principalement :

- des ventes de marchandises, réalisées à travers la boutique solidaire et les Délégations Diocésaines, dont le montant diminue de 20% entre 2008 et 2009, comme l'ensemble du marché.
- des abonnements à Faim et Développement Magazine et à la lettre du CCFD, stables.
- des loyers perçus par le CCFD-Terre Solidaire sur l'utilisation de certains de ses locaux, ou sur les biens immobiliers compris dans certains legs. La vente de ces biens immobiliers conduit bien sûr à la perte des loyers correspondants.

Détail des autres ressources (en k€)	2009	2008
Vente de marchandises	285	357
Abonnements	245	240
Loyers	13	19
<b>Total</b>	<b>543</b>	<b>616</b>

## 1.4 Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charge

Ce montant concerne principalement les transferts de charges de salaires imputables à des projets cofinancés, ainsi que des remboursements divers. La nette diminution par rapport à 2008 est essentiellement due à des événements 2008 non reconduits en 2009

- les contributions versées par les participants à la Rencontre Nationale, en 2008 pour 198 k€
- la reprise d'une provision pour risque (litige de personnel) de 155 k€

## 1.5 Reprise de ressources affectées

Il s'agit de l'utilisation au cours de l'année des dons affectés par les donateurs, et collectés dans l'année ou lors des années précédentes.

Le CCFD–Terre Solidaire s'efforce d'utiliser ces fonds le plus rapidement possible après leur collecte, lorsque ses projets correspondent à leur destination. On constate d'ailleurs une diminution régulière du solde de fin d'année depuis 3 ans.

	Solde initial	Dons dédiés collectés dans l'année	Dons dédiés utilisés dans l'année	Solde final
<b>En 2007</b>	950 534	750 761	562 208	1 139 087
<b>En 2008</b>	1 139 087	727 604	1 530 756	335 936
<b>En 2009</b>	335 936	1 423 535	1 529 819	229 652

## 2. Charges d'exploitation

### 2.1 Achats nets de marchandise

Ils comprennent les achats de marchandise pour la boutique solidaire.

Ces achats sont en baisse de 14%, comme les recettes correspondantes.

La marge (hors salaires) de la Boutique Solidaire passe de 168 k€ en 2008 à 134 k€ en 2009

### 2.2 Autres achats et charges externes

Cette ligne recouvre une grande diversité de dépenses, parmi lesquelles :

	Montant 2009	Montant 2008
Etudes et sous traitances	505 326	570 358
Eau gaz électricité	43 068	41 170
Frais divers de gestion	724 040	816 736
Locations Immobilières dont salle de réunion	364 733	586 146
Informatique maintenance et fourniture	335 886	477 349
Honoraires et honoraires d'avocat	567 945	725 214
Annonces et insertions	904 115	628 902
Catalogues et imprimés	1 193 007	1 295 563
Personnel Missions et déplacements	1 324 954	1 562 733
Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 643 056	1 644 623
<b>Total</b>	<b>7 606 129</b>	<b>8 348 794</b>

Ces dépenses sont globalement en diminution en 2009. Signalons cependant l'augmentation du poste « annonces et insertions », résultat d'une politique de communication ambitieuse. Notons également que 150 k€ de frais de missions et déplacements de l'année 2008 ainsi que 194 k€ de frais de locations de salles étaient dus à la Rencontre Nationale, d'où la diminution de ces postes en 2009.

## 2.3 Frais de personnel

	2009	2008	Variation	%
Salaires	4 924 738	5 114 780	-190 041	-3,7%
Variation de congés payés	-23 613	28 646	-52 259	-182,4%
13e mois	396 318	403 517	-7 199	-1,8%
Indemnités diverses	135 874	300 954	-165 080	-54,9%
Indemnités de fin de CDD	8 795	-3 896	12 691	-325,8%
<b>Salaires et traitements</b>	<b>5 442 112</b>	<b>5 844 000</b>	<b>-401 888</b>	<b>-6,9%</b>
URSSAF	1 521 831	1 566 404	-44 573	-2,8%
Mutuelles	97 845	91 136	6 709	7,4%
Retraite prévoyance AXA	62 422	64 407	-1 985	-3,1%
ASSEDIC	226 661	227 339	-678	-0,3%
Caisses de retraite	431 979	453 413	-21 434	-4,7%
Autres charges	8 512	9 180	-667	-7,3%
<b>Cotisations sociales</b>	<b>2 349 251</b>	<b>2 411 879</b>	<b>-62 628</b>	<b>-2,6%</b>
Charges sur congés payés	-10 607	14 771	-25 379	-171,8%
Tickets restaurant	185 415	184 287	1 129	0,6%
Titres de transport	45 367	45 269	99	0,2%
Médecine du travail	20 986	17 941	3 045	17,0%
Formation Contrats cadres	98 519	41 398	57 122	138,0%
Subvention CE	26 455	27 401	-945	-3,4%
Autres charges sociales	8 088	12 861	-4 772	-37,1%
Autres charges sociales	374 224	343 926	30 298	8,8%
<b>TOTAL</b>	<b>8 165 587</b>	<b>8 599 805</b>	<b>-434 219</b>	<b>-5,0%</b>

Les frais de personnel sont en baisse de 5% en raison, principalement, du turnover des salariés qui induit :

- des vacances de postes durant parfois quelques mois avant le remplacement d'un salarié parti
- une moindre ancienneté pour les nouveaux arrivants.

L'effectif moyen en CDI est en revanche stable par rapport à 2008.

Les frais de personnel représentent en 2009 un peu plus de 22% des charges d'exploitation du CCFD-Terre Solidaire, en diminution de 1,6 point par rapport à 2008.

## 2.4 Subventions accordées

Il s'agit principalement des subventions versées aux partenaires du CCFD-Terre Solidaire pour soutenir les projets qu'ils élaborent. Ce montant est en augmentation par rapport à 2008, notamment grâce au levier essentiel que constituent les cofinancements, qui représentent, selon les années, entre 15 et 22% des sommes engagées pour les partenaires.

Détail des subventions et cofinancements	2009	2008	2007
Subventions à des initiatives de partenaires sur ressources propres	12 211 091	12 155 912	12 461 205
Subventions à des initiatives de partenaires sur fonds bailleurs	3 814 449	2 350 772	3 690 417
Autres modes de soutien à des partenaires (formation, échanges, évaluation, plaidoyer, etc)	810 111	800 449	1 155 713
Autres subventions à des partenaires	279 538	523 744	327 807
<b>Total</b>	<b>17 115 189</b>	<b>15 830 877</b>	<b>17 635 142</b>

Ces subventions, soutiens directs aux partenaires représentent, en 2009, près de 47% des charges d'exploitation, un peu plus qu'en 2008. Notons qu'il s'agit bien là d'une approche par nature de dépense, qui diffère quelque peu de l'approche analytique présentée dans le Compte d'Emploi des Ressources.

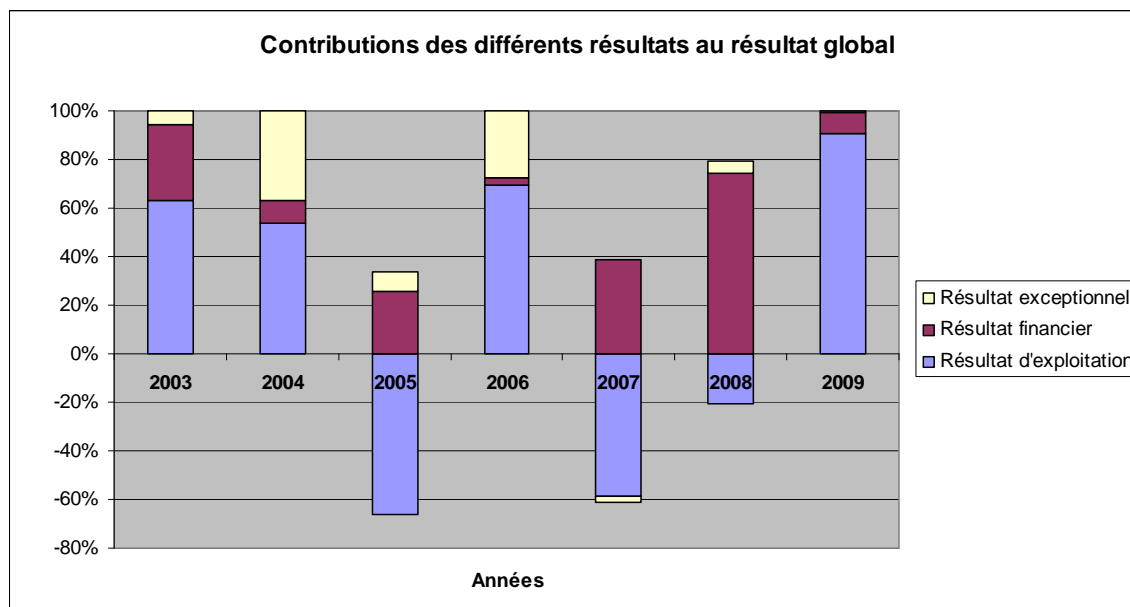
### 3. Résultats financier et exceptionnel

Le résultat financier est en baisse de 32% par rapport à 2008, et de 50% par rapport à 2007, cette chute continue s'expliquant par le moindre rendement des sommes placées. Le

	2009	2008	2007
<b>Résultat financier</b>	387 196	568 562	775 061
<b>Résultat exceptionnel</b>	25 306	37 572	-50 490

CCFD-Terre Solidaire place en effet l'essentiel de sa trésorerie sur des SICAV de trésorerie dont les revenus ont beaucoup baissé en 2009 (4% de rendement en 2008 à 0,25% en fin d'année 2009)

Le résultat exceptionnel est très faible, environ 31 k€, et comprend essentiellement des éléments liés à la clôture en 2009 de projets cofinancés des années précédentes, donc des résultats sur années antérieures.



Ce graphique rappelle 5 années de résultat avec leur répartition en résultat d'exploitation, financier, exceptionnel et permet notamment de mesurer l'évolution de l'impact du résultat financier.

## Compte d'emploi des ressources 2009

EMPLOIS (Dépenses)	Réalisé 2008		Réalisé 2009	
	Montant	%	Montant	%
Projets Afrique	4 385	12,3%	6 586	18,5%
Projets Amérique Latine	3 090	8,6%	2 758	7,7%
Projets Asie, Océanie	3 093	8,6%	3 424	9,6%
Projets Europe de l'Est	832	2,3%	858	2,4%
Projets Migrants	863	2,4%	711	2,0%
Projets Bassin Méditerranéens	1 828	5,1%	1 931	5,4%
Autres actions toute zone	1 420	4,0%	1 026	2,9%
Suivi accompagnement Projets	3 300	9,2%	3 198	9,0%
Subvention Sidi	1 180	3,3%	1 200	3,4%
<b>Appui aux partenaires</b>	<b>19 993</b>	<b>55,9%</b>	<b>21 692</b>	<b>60,8%</b>
Education au développement	5 998	16,8%	5 714	16,0%
Rencontre Nationale	1 027	2,9%	0	0,0%
Achats de produits solidaires	150	0,4%	221	0,6%
<b>Total des missions sociales</b>	<b>27 168</b>	<b>75,9%</b>	<b>27 627</b>	<b>77,4%</b>

Frais de collecte	3 404	9,5%	3 527	9,9%
Frais traitement dons	710	2,0%	665	1,9%
<b>Frais appel à la générosité</b>	<b>4 114</b>	<b>11,5%</b>	<b>4 191</b>	<b>11,7%</b>
Frais communication	436	1,2%	273	0,8%
Frais de fonctionnement	3 821	10,7%	3 510	9,8%
Charges financières	237	0,7%	86	0,2%
	<b>4 494</b>	<b>12,6%</b>	<b>3 869</b>	<b>10,8%</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>35 776</b>	<b>100,0%</b>	<b>35 687</b>	<b>100,0%</b>
<b>Report de ress. affectées</b>	728		1 424	
<b>Charges exceptionnelles</b>	4 286		21	
EXCEDENT	447		4 413	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>41 238</b>		<b>41 545</b>	

RESSOURCES	Réalisé 2008		Réalisé 2009	
	Montant	%	Montant	%
Dons ordinaires non affectés	26 645	75%	27 234	68,2%
Dons ordinaires affectés	122	0%	266	0,7%
Dons issus de l'épargne solidaire non affectés	103	0%	71	0,2%
Dons issus de l'épargne solidaire affectés	1 238	3%	1 210	3,0%
Legs / donations / assurances vie	2 260	6%	5 669	14,2%
<b>Total de la générosité du public</b>	<b>30 369</b>	<b>86%</b>	<b>34 451</b>	<b>86,3%</b>
Cofinancements hors Frais Administratifs	2 352	7%	3 816	9,6%
Frais Administratifs des cofinancements	213	1%	142	0,4%
Subventions	182	1%	94	0,2%
Abonnements	189	1%	245	0,6%
Vente de produits solidaires	357	1%	285	0,7%
Autres ressources	529	1%	430	1,1%
Produits financiers	806	2%	457	1,1%
Recettes RN - Evènements nationaux	385	1%	0	0,0%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>35 382</b>	<b>100%</b>	<b>39 920</b>	<b>100,0%</b>
<b>Reprise de ressources affectées</b>	1 525		1 530	
<b>Produits exceptionnels</b>	4 330		95	
DEFICIT				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>41 238</b>		<b>41 545</b>	

## Compte d'emploi des ressources (format règlement CNC 2008)

EMPLOIS DE L'EXERCICE	Emplois 2009 = compte de résultat	Emploi des ressources issues de la GP consommées en 2009	
<b>1- MISSIONS SOCIALES</b>	<b>27 627</b>	<b>23 482</b>	ST1
1.1 Réalisées en France			
Actions réalisées directement	5 935	5 606	
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	1 200	1 200	
1.2 Réalisées à l'étranger			
Actions réalisées directement	3 198	3 198	
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	17 294	13 478	
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>4 191</b>	<b>4 191</b>	ST2
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	4 191	4 191	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés			
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics			
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 890</b>	<b>2 651</b>	ST3
		30 325	
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU CR	35 708		
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS			
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	1 424		
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	4 413		
<b>V - TOTAL GENERAL</b>	<b>41 545</b>		
Vbis - PART DES ACQUISITIONS D'IMMOS BRUTES DE L'EXERCICE FINANCEES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC			T5
VI - NEUTRALISATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOS FINANCEES A COMPTER DE LA 1ère APPLICATION DU REGLEMENT PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC			T5BIS
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		30 325	T6

RESSOURCES	Ressources collectées en 2009 = compte de résultat	Ressources collectées auprès du public et consommées en 2009	
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		7 367	T1
<b>1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC</b>	<b>34 451</b>	<b>34 451</b>	T2
1.1 Dons et legs collectés	33 169	33 169	
1.2 Autres produits liés à l'appel à la GP	1 281	1 281	
<b>2 - AUTRES FONDS PRIVES</b>	<b>0</b>		
<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	<b>4 052</b>		
<b>4 - AUTRES PRODUITS</b>	<b>1 512</b>		
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU CR	40 015		
III - REPRISES DE PROVISIONS	0		
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	1 530		
IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		-106	T4
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			
<b>VI - TOTAL GENERAL</b>	<b>41 545</b>	<b>34 344</b>	T2 + T4
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		30 325	
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		11 387	



## III. Le CER – Compte d’Emploi des Ressources

### Les points clé

- *Un CER d’un format nouveau – l’ancien format a été également réutilisé.*
- *Un engagement renforcé du CCFD–Terre Solidaire auprès de ses partenaires.*
- *Des dépenses de fonctionnement maîtrisées.*

### **1. Un CER d’un format nouveau**

Défini et encadré par un ensemble de textes s’appliquant aux organisations faisant appel à la générosité du public, le Compte d’Emploi des Ressources (CER), fait partie intégrante de l’annexe des comptes annuels depuis 2005.

Le Comité de la Réglementation Comptable (CRC) a adopté en 2008 un règlement (n° 2008-12 du 7 mai 2008) fixant plus précisément les règles d’établissement du CER, en modification du règlement n°99-01, texte qui s’applique pour les comptes ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009. C’est donc ce texte qui sert de fondement à l’élaboration du CER 2009 du CCFD–Terre Solidaire, et qui en justifie les profonds changements de présentation.

La mise en œuvre de cette nouvelle réglementation a fait l’objet de plusieurs décisions du Conseil d’Administration du CCFD–Terre Solidaire, détaillées dans les annexes.

### **2. Ressources**

#### **2.1 Ressources issues de la générosité du public**

Le montant des ressources issues de la générosité du public s’élève en 2009 à 34 451 K€, en augmentation de plus de 13 % par rapport à l’année 2008.

La confiance et la fidélité des donateurs du CCFD–Terre Solidaire semblent se confirmer, malgré une conjoncture économique nationale et internationale difficile. Les dons ordinaires non affectés sont en hausse de 2,6% par rapport à 2008.

Soulignons également que cette forte hausse de la générosité du public repose beaucoup sur l’augmentation des legs, donations et assurances-vie, dont le produit a été multiplié par 3 entre 2007 et 2009, passant sur cette période de 1 869 k€ à 5 669 k€.

Le poids relatif de ces ressources dans l’ensemble des ressources 2009 du CCFD–Terre Solidaire se confirme et augmente encore légèrement : plus de 86% du total.

#### **2.2 Autres ressources**

Presque 10% des ressources de l’année viennent de bailleurs qui cofinancent avec le CCFD–Terre Solidaire des projets de plus grande envergure avec des partenaires. On constate en 2009 une forte croissance de ces ressources par rapport à 2008, dépassant même légèrement le niveau de 2006. Le CCFD–Terre Solidaire accompagnait, au 31/12/2009, 28 projets cofinancés d’une ampleur variable, contre 25 au 31/12/2008.

Rappelons que ces ressources issues des cofinancements n'ont aucun impact sur le résultat du CCFD-Terre Solidaire, puisqu'elles sont automatiquement engagées au profit des partenaires au moment de leur comptabilisation.

Hors les cofinancements, le CCFD-Terre Solidaire dispose d'autres ressources dont l'impact est moindre, parmi lesquelles :

- les **frais administratifs prélevés sur les cofinancements** : ces montants, contractuels, varient entre 6 et 10% du montant des projets cofinancés, selon les bailleurs. Ils permettent de couvrir les frais de structure du CCFD-Terre Solidaire.
- les **abonnements à « Faim & Développement Magazine » et à la « Lettre Aux Donateurs »**, publications d'intérêt général destinées à informer les bénévoles, les donateurs et le grand public. Ils sont à peu près stables.
- la **vente de produits solidaires**, corollaire du soutien du CCFD-Terre Solidaire au développement du commerce équitable. Elle est en baisse de 20% par rapport à 2008.

Il convient de souligner l'érosion des **ressources financières**, produit du placement de la trésorerie du CCFD-Terre Solidaire, qui représentaient 890 k€ en 2007 (2,5% des ressources de l'année), et qui se montent en 2009 à 457 k€ (1,1% des ressources de l'année)

### 3. Ressources affectées aux missions

#### 3.1 Partenariat international

Le montant des dépenses de l'année liées à la mission de partenariat international se monte à 21 692k€, soit plus de 60 % des dépenses de l'année, en croissance de 8,5% par rapport aux dépenses du partenariat international en 2008.

Ce montant comprend toutes les dépenses directement liées au partenariat international, à savoir les subventions versées aux partenaires (*cf. Compte de Résultat 2.4*), mais aussi les salaires et les frais de déplacement des salariés en charge de la gestion partenariale, regroupées dans la ligne Suivi et Accompagnement de projets.

L'augmentation de cet engagement du CCFD-Terre Solidaire vis-à-vis de ses partenaires a été rendu possible notamment par la signature de projets cofinancés par certains de nos bailleurs. Signalons en particulier 4 contrats signés en fin d'année avec l'UE :

- un projet de type « facilité alimentaire » en Guinée Conakry pour un montant total de 4 M€, dont la moitié (1<sup>ère</sup> tranche) est enregistrée en 2009,
- un projet sur les droits de l'homme au Burundi pour 160 k€,
- un projet au Guatemala pour 118 k€,
- un projet aux Philippines pour 588 k€.

Notons par ailleurs que l'engagement du CCFD-Terre Solidaire sur ses ressources propres est en croissance sur les 3 dernières années.

En k€	2008	2009
<b>Soutiens sur ressources propres</b>	<b>11 929</b>	<b>12 556</b>
dont conventions	889	1 539
dont initiatives	10 276	10 251
dont autres soutiens	763	766
<b>Soutiens sur fonds bailleurs</b>	<b>2 161</b>	<b>3 711</b>
<b>Soutiens totaux</b>	<b>14 090</b>	<b>16 268</b>

Il faut enfin signaler la signature, avec certains partenaires, de conventions pluri-annuelles, généralement sur 3 ans. Ce mécanisme formalise un engagement du CCFD–Terre Solidaire vis-à-vis de ses partenaires, leur procurant une plus grande sécurité financière. Les premières conventions, signées en 2007, arriveront à échéance en 2010. D'autres ont été signées en 2008 et en 2009, comme détaillé dans le tableau ci-dessous.

L'écart constaté avec le tableau précédent sur les conventions 2009 s'explique par le fait que 204 k€ de conventions ont été signées par réutilisation de montants restant à payer anciens, donc sans impact sur le résultat de l'année.

	Nombre de conventions signées	Montant de conventions signées
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>3 691 645</b>
2007	7	1 058 500
2008	6	889 250
2009	8	1 743 895

La présentation retenue pour le CER dans sa version « classique » ne fait plus apparaître les projets financés sur fonds dédiés sur une ligne isolée. Cette présentation ne permettant pas d'avoir une vision fidèle de la destination des fonds, nous avons retenu une répartition uniquement géographique. Pour permettre la comparaison avec 2008, la présentation 2008 a également été revue avec les mêmes principes dans le CER page 19.

Mentionnons enfin que le CCFD–Terre Solidaire a terminé en 2009 l'emploi des fonds recueillis au moment du Tsunami de décembre 2004.

### 3.2 Education au développement

La ligne Education au Développement comprend toutes les dépenses liées à la mission d'Education au Développement du CCFD–Terre Solidaire, soit les créations pédagogiques, la formation, l'animation sur le territoire français. Une grande partie de cette mission est assumée par les bénévoles des délégations diocésaines, appuyés en cela par la direction de l'Education au Développement et par la direction de la Vie Associative.

Les principales raisons de la baisse de cette ligne sont :

- une diminution de la masse salariale : dans une mission qui repose beaucoup sur un accompagnement salarié, le turnover produit les mêmes effets qu'au niveau global du CCFD–Terre Solidaire : vacances de postes, moindre ancienneté des nouveaux arrivants, etc.
- la diminution des dépenses engagées par les Délégations Diocésaines.

Ces baisses ne sont pas compensées par l'effort de communication réalisé (notamment la campagne « Les recettes du scandale », réalisée à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation, en octobre 2009) ou par la légère augmentation des projets régionaux, révélant le développement, au CCFD–Terre Solidaire, d'un échelon régional portant une dynamique propre.

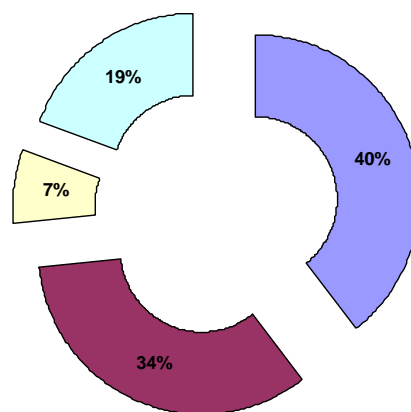
### 3.3 Plaidoyer

Le plaidoyer, qui vient en appui aux missions de Partenariat International et d'Education Au Développement se répartit entre ces deux postes, à raison de 75% pour le partenariat, et 25% pour l'Education au Développement. Les dépenses de plaidoyer sont stables, légèrement au dessus de 500 k€, hors dépenses liées au Forum Social Mondial, regroupées dans la ligne « autres actions toutes zones ».

### 3.4 Masse salariale

Répartition de la masse salariale dans le CER :

74% de la masse salariale sont directement dédiés aux missions sociales, éducation au développement et partenariat international.



■ Education au développement ■ Partenariat international  
■ Collecte et traitement des dons ■ Fonctionnement

## 4. Ressources affectées aux autres dépenses

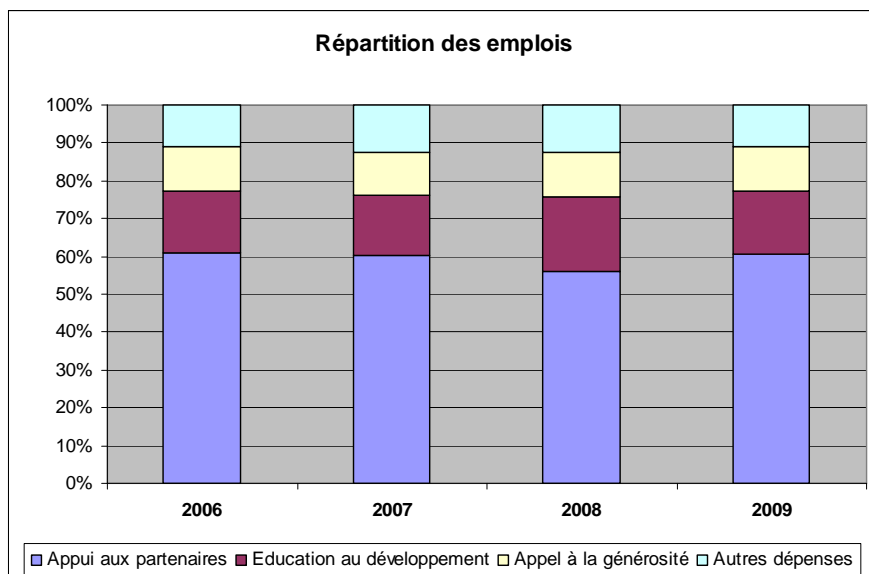
### 4.1 Frais d'appel à la Générosité du Public

Les frais d'appel à la générosité du public sont stables en valeur absolue, autour de 4,1 M€, et stables en pourcentage des dépenses. Ces dépenses, indispensables, sont strictement maîtrisées en 2009.

Le ratio d'efficacité de la collecte est de 6,5, comme en 2008, soit un retour de 6,5€ en collecte, pour 1€ consacré à cette collecte. Ce ratio passe à 8,4 si l'on considère toute la générosité du public, donc en incluant les legs.

### 4.2 Frais de communication, de fonctionnement

Les frais de fonctionnement sont globalement en baisse. En raison de la baisse des dépenses de maintenance informatique (embauche en 2009 de 2 prestataires extérieurs) et de diminutions diverses sur plusieurs postes (commissaires aux comptes, salaires, etc).



Ce graphique rappelle, pour les 4 dernières années, la répartition des emplois dans le CER.

## 5. Que dit le nouveau Compte d'Emploi des Ressources ?

D'une lecture plus difficile que les modèles employés précédemment, ce nouveau format de CER ne permet pas d'observer d'évolution, puisqu'il ne présente que l'année écoulée. Ce CER fait néanmoins apparaître quelques éléments importants pour le CCFD-Terre Solidaire :

- Le CCFD-Terre Solidaire, dont les ressources dépendent beaucoup de la générosité du public, a commencé l'année 2009 avec un « stock » de Générosité du Public de 7 367 k€.
- La consommation de ressources issues de la Générosité du Public (GP) a été, en 2009, de 30 325 k€. Plus de 77% de ce montant a financé les missions sociales du CCFD-Terre Solidaire, 9% servant à financer des dépenses de fonctionnement et 14% les frais d'appel à la Générosité du Public. En effet, les « autres ressources » (hors GP) du CCFD-Terre Solidaire servent en priorité à financer le fonctionnement de l'association. Lorsque ces autres ressources baissent, le fonctionnement est financé par la GP.
- Le stock de Générosité du Public augmente du montant du résultat de l'année, environ 4 M€, et représente en fin d'année 11 387 k€.

## IV. Autres informations

### 1. Effectifs du CCFD–Terre Solidaire

Au 31/12/2009	Nombre de salariés	Hommes	Femmes	Employés	Cadres	Au 31/12/2008
CDI	155	56	99	63	92	165
CDD	8	2	6	5	3	8
<b>Effectif total</b>	<b>163</b>	<b>58</b>	<b>105</b>	<b>68</b>	<b>95</b>	<b>173</b>

### 2. Bénévolat

La mise en œuvre des missions du CCFD–Terre Solidaire repose beaucoup sur le bénévolat. Compte tenu de la complexité de l'organisation, il n'a pas été possible, en 2009, d'évaluer ces concours bénévoles. Notons cependant qu'un travail est en cours pour, en 2010, évaluer le nombre d'heures de travail bénévole dont bénéficie le CCFD–Terre Solidaire. Notons aussi que les nouveaux statuts, en autorisant et en formalisant l'adhésion individuelle, permettront au CCFD–Terre Solidaire de mieux évaluer le nombre de ses bénévoles.

#### Conclusion : Evénements post-clôture et perspectives

Depuis la clôture des comptes, l'actualité internationale a été marquée en janvier 2010 par la catastrophe en Haïti, qui mobilise le CCFD–Terre Solidaire et ses partenaires. Grâce à l'engagement de ses donateurs, le CCFD–Terre Solidaire a constitué un fond dédié à Haïti d'environ un million d'euro, qui permet de soutenir ses partenaires sur place, pour des besoins de première urgence, mais aussi pour engager des projets de reconstruction et de relance de leur activité.

Dans un registre moins dramatique le CCFD–Terre Solidaire poursuit la modernisation de ses systèmes d'information, et a engagé le changement du système de gestion des projets, ainsi que celui de gestion du temps de travail pour l'équipe salariée.

Notons enfin que l'association s'engage dans les préparatifs du cinquantenaire du CCFD–Terre Solidaire, qui devrait comprendre une quinzaine d'événements régionaux et nationaux en 2011.

Le résultat excédentaire de l'année 2009 donne au CCFD–Terre Solidaire la possibilité de :

- Sécuriser son activité par une augmentation des réserves
- Développer la mission sociale : partenariat international, éducation au développement
- Mettre en œuvre de nouveaux moyens pour le développement de son activité

## V. Résolutions adoptées par l'Assemblée Générale

L'Assemblée générale, réunie les 8 et 9 mai, a validé les comptes, ainsi que l'affectation du résultat comme suit :

<b>Fonds propres</b>	<b>Au 31/12/2008</b>	<b>Au 31/12/2009 avant affectation</b>	<b>Affectation résultat 2009</b>	<b>Au 31/12/2009 après affectation</b>
Ecart de réévaluation libre	1 556 840	1 556 840		1 556 840
Fonds associatifs sans droit de reprise	7 068 710	7 068 710	393 263	7 461 973
<b>Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées</b>	<b>7 367 351</b>	<b>7 367 351</b>	<b>4 019 766</b>	<b>11 387 117</b>
Report à nouveau	4 405 545	4 405 545		4 405 545
Résultat de l'année		4 413 029	-4 413 029	
<b>Total</b>	<b>20 398 447</b>	<b>24 811 476</b>	<b>0</b>	<b>24 811 476</b>

La création d'une ligne de réserve « Ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées » permettra de suivre en particulier l'utilisation des fonds issus de la Générosité du public.



# ANNEXES COMPTABLES

<b>I. Principes et méthodes comptables</b> .....	<b>38</b>
I.1 Les immobilisations incorporelles et corporelles.....	38
I.2 Les titres de participation .....	39
I.3 Les dons reçus suite au mailing de Noël .....	39
I.4 Les soldes bancaires .....	39
I.5 Les valeurs mobilières de placement .....	39
I.6 Les fonds dédiés.....	40
I.7 Les legs.....	40
I.8 Les projets et les projets cofinancés.....	40
I.9 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt.....	40
I.10 Les Délégations Diocésaines .....	41
I.11 Les salaires des dirigeants.....	41
I.12 Les honoraires du Commissaire Aux Comptes .....	41
<b>II. Informations relatives à l'actif</b> .....	<b>42</b>
II.1 Immobilisations incorporelles .....	42
II.2 Immobilisations corporelles .....	43
II.2.1 Constructions .....	43
II.2.2 Autres immobilisations corporelles .....	44
II.3 Titres de participation .....	45
II.4 Créances rattachées à des participations .....	45
II.5 Détail des prêts.....	46
II.6 Détail des autres créances.....	46
II.7 Echéance des créances .....	47
II.8 Valeurs mobilières de placement .....	47
II.9 Provisions sur valeurs mobilières de placement .....	48
II.10 Charges constatées d'avance .....	48
<b>III. Informations relatives au passif</b> .....	<b>49</b>
III.1 Fonds propres .....	49
III.2 Fonds dédiés.....	49
III.3 Fournisseurs et comptes rattachés.....	50
III.4 Détail des dettes fiscales et sociales .....	50
III.5 Détail des autres dettes .....	50
III.6 Échéances des dettes .....	51
<b>IV. Engagements hors bilan</b> .....	<b>52</b>
IV.1 Engagements retraite.....	52
IV.2 Legs.....	52
IV.3 Autres engagements.....	52
IV.4 Contributions volontaires en nature .....	52
<b>V. Informations relatives au compte de résultat</b> .....	<b>53</b>
V.1 Détail des autres achats et charges externes.....	53
V.2 Le résultat financier.....	53
V.3 Le résultat exceptionnel .....	53
<b>VI. Compte d'Emploi des Ressources (CER)</b> .....	<b>54</b>
VI.1 Le nouveau format .....	54
VI.2 Définitions.....	54
VI.3 Stock initial de générosité du public .....	55
VI.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois .....	55
<b>VII. Filiales et participations</b> .....	<b>57</b>
VII.1 Tableau des filiales et participations.....	57
VII.2 La SIDI .....	58

Les éléments développés dans l'annexe ont pour objectif de compléter et d'explicitier les informations du bilan et du compte de résultat. Ces notes et annexes sont issues de la comptabilité générale du CCFD–Terre Solidaire et font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif.

## I. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du Comité de Règlementation Comptable qui codifient les règles spécifiques applicables aux associations.

L'association a également pris en compte les nouvelles dispositions du règlement CRC n°2004-06 sur la définition et l'évaluation des actifs, ainsi que le règlement CRC 2008-12 fixant les règles d'élaboration du Compte d'Emploi des Ressources.

### **I.1 Les immobilisations incorporelles et corporelles**

Le patrimoine immobilier du CCFD–Terre Solidaire est constitué du siège de l'association à Paris, de locaux de délégations diocésaines à Strasbourg et à Nantes, d'un Espace d'Animation à Lourdes, et enfin d'un immeuble parisien occupé pour partie par la Sidi, filiale du CCFD–Terre Solidaire et pour partie par la délégation diocésaine de Paris. Ces immeubles constituent des biens indissociables de l'activité du CCFD–Terre Solidaire et leur valeur, considérée d'utilité, a fait l'objet d'un amortissement à compter de l'exercice 2004.

L'ensemble des immobilisations a fait l'objet d'une réévaluation libre au 1<sup>er</sup> janvier 1997, sur la base des valeurs nettes comptables au 31 décembre 1996. Les biens immobiliers ont été évalués à titre d'expert, comme indiqué ci-dessous.

<b>Locaux</b>		<b>Valeur au 31/12/1996</b>	<b>Montants réévalués au 01/01/1997</b>
Siège du CCFD	75001 - Paris	4 843 037	5 893 679
Immeuble rue Guy de la Brosse	75005 - Paris	0	839 994
Espace Rencontre	65100 - Lourdes	96 043	83 847
Délégation Diocésaine	67000 - Strasbourg	73 176	101 379
Délégation Diocésaine	44000 - Nantes	167 694	152 449
<b>Total</b>		<b>5 179 950</b>	<b>7 071 347</b>

En 2009, la valeur des terrains a été isolée dans la valeur totale des constructions pour les immeubles dont le CCFD–Terre Solidaire possède la totalité, à savoir le 4 rue Jean Lantier, l'immeuble de la rue Guy de la Brosse, et l'Espace Rencontre à Lourdes. C'est une expertise menée sur les immeubles du CCFD–Terre Solidaire en décembre 2008 qui a permis d'isoler la valeur du terrain dans la valeur de la construction, à partir d'un pourcentage fourni par l'expert : 15% pour le 4 rue Jean Lantier, 20% pour la rue Guy de la Brosse.

Les règles actuelles d'amortissement des immobilisations sont détaillées ci-dessous. Elles correspondent à leur durée d'utilisation. Notons que la durée d'amortissement des bâtiments a été portée de 30 ans à 100 ans lors de l'exercice 2008, après avis et accord des commissaires aux comptes. Enfin la durée d'amortissement des honoraires d'architecte sera conformée à la durée d'amortissement des travaux sur lesquels portaient ces honoraires, à la demande des commissaires aux comptes à partir de l'année 2010. De même c'est à partir de l'exercice 2010 que – autant que faire se peut – chacun des travaux engagés sera rattaché à son lot d'immeuble.

Nature des biens à amortir	Mode	Durée
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
Logiciels informatiques	Linéaire	2 - 3 ans
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Constructions	Linéaire	100 ans
Travaux	Linéaire	10 ans
Installations techniques et outillages	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Matériel informatique de gestion	Linéaire	3 ans
Matériel informatique des Délégations Diocésaines	Linéaire	5 ans

## I.2 Les titres de participation

Les titres de participation sont évalués au bilan du CCFD–Terre Solidaire selon la situation nette apparaissant au dernier bilan des filiales ou entreprises dont le CCFD–Terre Solidaire détient des participations.

## I.3 Les dons reçus suite au mailing de Noël

Le CCFD–Terre Solidaire adresse à ses donateurs un mailing pour Noël. Les dons reçus, datés de 2009, encaissés en début 2010 sont rattachés à l'exercice 2009. Ils sont comptabilisés en recettes dans le compte de résultat, et en dons à recevoir dans les « autres créances » du bilan.

## I.4 Les soldes bancaires

Les comptes principaux du CCFD–Terre Solidaire fonctionnent en soldes fusionnés. La présentation des soldes bancaires au bilan est réalisée en soldes compensés par établissement afin de donner une image fidèle des disponibilités réelles de l'association à la clôture des comptes.

## I.5 Les valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La comparaison de ce montant avec la valeur estimée de réalisation du portefeuille en fin d'année conduit – ou non à enregistrer une provision pour dépréciation.

## I.6 Les fonds dédiés

Les fonds dédiés répondent à l'institution du suivi comptable des dons dédiés datant du règlement comptable du 16/02/1999. Ils sont constitués par zone géographique, et le suivi analytique permet d'en analyser la destination pays par pays ou partenaire par partenaire.

Ces fonds sont constitués des dons dédiés par les donateurs, soit de manière spontanée, soit en réponse à un appel d'urgence lancé par le CCFD-Terre Solidaire dans le cas de catastrophes naturelles ou de conflits. Les produits issus des deux Fonds Communs de Placement, Eurco Solidarité et Faim&Développement sont également comptabilisés en dons dédiés.

## I.7 Les legs

Les legs et donations sont enregistrés en produit lorsqu'ils sont entièrement réglés. Auparavant, ils sont suivis en compte de tiers « legs en cours » pendant la durée de leur règlement.

## I.8 Les projets et les projets cofinancés

Les projets sont enregistrés en charge et en dette dès leur validation par le Conseil d'Administration, après instruction et avis du Comité Permanent de Financement (CPF). L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est alors ferme, et matérialisé par l'envoi d'un courrier de confirmation aux partenaires concernés.

Le CCFD-Terre Solidaire signe depuis l'exercice 2007 des conventions pluri-annuelles avec certains de ses partenaires, permettant le financement de leurs projets sur une période de 3 ans. L'intégralité de la charge est enregistrée l'année de la signature de la convention.

En 2009, le CCFD-Terre Solidaire a fait évoluer le schéma comptable des réutilisations de projets votés non décaissés. Ces sommes votées non décaissées sont régulièrement réutilisées pour le même partenaire ou pour des projets dans le même pays après validation du Conseil d'Administration. Elles faisaient jusqu'ici l'objet d'une écriture de bilan uniquement. Depuis 2009, elles sont reprises en compte de résultat, au débit du compte de charges « subventions versées », et au crédit d'un sous-compte de charge « reprises de Projets Restant A Payer », sans impact, donc, sur le résultat, sur la présentation du résultat ni sur les recettes du CCFD-Terre Solidaire.

Enfin les cofinancements sont enregistrés à leur versement, et non à la signature du contrat avec le cofinanceur. N'est comptabilisée en recette que la somme versée, et non l'engagement total du bailleur.

## I.9 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt

Le CCFD-Terre Solidaire a mis en place depuis l'exercice 2000 un secteur fiscalisé, qui comprend :

- l'activité d'élaboration, d'impression et d'envoi des publications du CCFD-Terre Solidaire (Faim & Développement Magazine, Lettre Aux Donateurs), ainsi que les abonnements correspondants
- l'activité de vente de produits issus du commerce équitable ainsi que des produits annexes (par exemple cartes de vœux, cartes Peters,...)

Cette activité fiscalisée génère une déclaration. Étant déficitaire, elle ne génère aucun impôt.

Le CCFD–Terre Solidaire effectue également une déclaration mensuelle de TVA.

Par ailleurs, le CCFD–Terre Solidaire calcule, enregistre, et paye des impôts sur ses revenus fonciers (loyers) et sur les revenus de ses capitaux mobiliers, au taux de 24%. Cet impôt représente 3 536 € en 2009.

### **I.10 Les Délégations Diocésaines**

L'action du CCFD–Terre Solidaire sur le territoire français est menée par 99 Délégations Diocésaines, établissements du CCFD–Terre Solidaire. Elles ont notamment en charge l'animation, l'éducation au développement, la collecte.

Leur comptabilité, tenue tout au long de l'année, est intégrée en fin d'exercice à la comptabilité du siège.

### **I.11 Les salaires des dirigeants**

Les dirigeants élus du CCFD–Terre Solidaire, membres du Bureau et du Conseil d'Administration sont tous bénévoles.

Les 10 plus hauts salaires bruts annuels représentaient, en 2009, 501 727 €.

### **I.12 Les honoraires du Commissaire Aux Comptes**

Conformément au Code de Commerce (art. R123-198), le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élèvent à 60 190,97 € TTC dont 45 208,8 € TTC liés au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 et 14 982,17 € TTC liés à des attestations sur projets cofinancés.

## II. Informations relatives à l'actif

### II.1 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2009	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2009
Base de données gestion des projets	27 327			27 327
Micro - informatique individuelle	141 861			141 861
Base de données gestion des dons	866 975			866 975
Système comptable	161 049	120 842		281 891
Système gestion des dons des DD	79 372			79 372
Site intranet du CCFD		7 535		7 535
<b>Immobilisations en cours</b>				
<i>Système comptable</i>	61 870		61 870	0
<i>Site intranet du CCFD</i>	53 461	50 993		104 454
<b>Total</b>	<b>1 391 915</b>	<b>179 370</b>	<b>61 870</b>	<b>1 509 415</b>

Il est à noter que le site intranet du CCFD–Terre Solidaire figurait déjà en immobilisations en cours au 31/12/2008, même s'il n'avait pas été isolé sur une ligne.

Immobilisations incorporelles - amortissements	Cumul dépréciations 01/01/2009	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations 31/12/2009
Base de données gestion des projets	27 327			27 327
Micro - informatique individuelle	141 861			141 861
Base de données gestion des dons	866 975			866 975
Système comptable	161 049	40 233		201 281
Système gestion des dons des DD	79 372			79 372
Site intranet du CCFD		1 393		1 393
<b>Total</b>	<b>1 276 584</b>	<b>41 626</b>	<b>0</b>	<b>1 318 210</b>

Immobilisations incorporelles - valeurs nettes	Valeur nette 31/12/2008	Valeur nette 31/12/2009
Base de données gestion des projets	0	0
Micro - informatique individuelle	0	0
Base de données gestion des dons	0	0
Système comptable	0	80 609
Système gestion des dons des DD	0	0
Site intranet du CCFD	0	6 141
<i>Immobilisations en cours</i>	115 331	104 454
<b>Total</b>	<b>115 331</b>	<b>191 205</b>

## II.2 Immobilisations corporelles

### II.2.1 Constructions

Patrimoine immobilier - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2009	Reclassement	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2009
Terrain - 4 rue Jean Lantier	0	434 480			434 480
Terrain - rue Guy de la Brosse	0	167 999			167 999
Siège du CCFD - rue Jean Lantier	7 442 179	-434 480			7 007 699
Immeuble - rue Guy de la Brosse	839 994	-167 999			671 995
Espace rencontre - Lourdes	83 847				83 847
Délégation diocésaine - Strasbourg	101 379				101 379
Délégation diocésaine - Nantes	152 449				152 449
Travaux - rue Jean Lantier	3 699 546		196 697		3 896 242
Travaux - rue Guy de la Brosse	84 426				84 426
<b>Total</b>	<b>12 403 819</b>	<b>0</b>	<b>196 697</b>	<b>0</b>	<b>12 600 516</b>

L'augmentation de 196 697€ correspond à des travaux d'entretien de l'immeuble du siège, terminés en février 2009. La colonne de reclassement correspond à la l'isolation des terrains consécutive à la mise en œuvre de la méthode des composants.

Patrimoine immobilier - amortissements	Cumul dépréciations 01/01/2009	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations 31/12/2009
Siège du CCFD - rue Jean Lantier	897 444	66 109		963 554
Immeuble - rue Guy de la Brosse	119 279	7 280		126 559
Espace rencontre - Lourdes	11 906	727		12 633
Délégation diocésaine - Strasbourg	14 396	879		15 274
Délégation diocésaine - Nantes	21 648	1 321		22 969
Travaux - rue Jean Lantier	2 595 696	196 564		2 792 260
Travaux - rue Guy de la Brosse	32 274	8 443		40 717
<b>Total</b>	<b>3 692 644</b>	<b>281 322</b>	<b>0</b>	<b>3 973 966</b>

Patrimoine immobilier - valeurs nettes	Valeur nette 31/12/2008	Valeur nette 31/12/2009
Siège du CCFD - rue Jean Lantier	6 544 735	6 478 625
Immeuble - rue Guy de la Brosse	720 715	713 435
Espace rencontre - Lourdes	71 941	71 214
Délégation diocésaine - Strasbourg	86 983	86 104
Délégation diocésaine - Nantes	130 801	129 480
Travaux - rue Jean Lantier	1 103 849	1 103 982
Travaux - rue Guy de la Brosse	52 152	43 709
<b>Total</b>	<b>8 711 175</b>	<b>8 626 549</b>

## II.2.2 Autres immobilisations corporelles

Autres immobilisations corporelles - valeurs brutes	Valeur Brute 01/01/2009	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2009
Matériel et outillage	87 180	2 963		90 143
Matériel de bureau	187 259			187 259
Matériel de bureau audiovisuel	110 530	14 742		125 272
Base de données gestion des projets - Serveur	71 170			71 170
Micro - informatique individuelle	825 954	52 943	1 872	877 025
Base de données gestion des dons - Serveur	153 345			153 345
Système comptable - Serveur	47 474	1 984		49 458
Matériel informatique des DD	448 697	2 534		451 231
Matériel d'exposition	142 399			142 399
Mobilier de bureau	345 808	7 772		353 580
<b>Total</b>	<b>2 419 818</b>	<b>82 938</b>	<b>1 872</b>	<b>2 500 884</b>

Autres immobilisations corporelles - amortissements	Cumul dotations 01/01/2009	Dotations	Reprises	Cumul dotations 31/12/2009
Matériel et outillage	53 788	11 605		65 393
Matériel de bureau	182 210	2 760		184 970
Matériel de bureau audiovisuel	104 333	6 905		111 238
Base de données gestion des projets - Serveur	70 396	774		71 170
Micro - informatique individuelle	707 396	82 699	1 872	788 224
Base de données gestion des dons - Serveur	153 345			153 345
Système comptable - Serveur	47 474	542		48 016
Matériel informatique des DD	398 929	39 195		438 124
Matériel d'exposition	142 399			142 399
Mobilier de bureau	300 181	18 581		318 762
<b>Total</b>	<b>2 160 452</b>	<b>163 061</b>	<b>1 872</b>	<b>2 321 642</b>

Autres immobilisations corporelles - valeurs nettes	Valeur nette 31/12/2008	Valeur nette 31/12/2009
Matériel et outillage	33 392	24 750
Matériel de bureau	5 049	2 289
Matériel de bureau audiovisuel	6 198	14 034
Base de données gestion des projets - Serveur	774	0
Micro - informatique individuelle	118 557	88 801
Base de données gestion des dons - Serveur	0	0
Système comptable - Serveur	0	1 442
Matériel informatique des DD	49 768	13 107
Matériel d'exposition	0	0
Mobilier de bureau	45 627	34 818
<b>Total</b>	<b>259 365</b>	<b>179 242</b>

## II.3 Titres de participation

Titres détenus	Valeur Brute 01/01/2009	Acqu.	Dim.	Valeur Brute 31/12/2009	Cumul dépré. 01/01/2009	Dot.	Rep.	Cumul dépré. 31/12/2009	Net 31/12/2009
BFCC (Crédit Coopératif)	3 064			3 064				0	3 064
SIDI	2 382 834	1 095 464		3 478 298				0	3 478 298
Solidar'Monde	30 011			30 011	-30 011			-30 011	0
SIFA (Société d'Investissement France Active)	1 020			1 020				0	1 020
Karthala	30 481			30 481				0	30 481
Scoop El Amal	45 125			45 125	-45 125			-45 125	0
Kere Wani	37 312		37 312	0	-37 312		-37 312	0	0
SAPIE	4 573			4 573				0	4 573
<b>Total</b>	<b>2 534 420</b>	<b>1 095 464</b>	<b>37 312</b>	<b>3 592 572</b>	<b>-112 448</b>	<b>0</b>	<b>-37 312</b>	<b>-75 136</b>	<b>3 517 436</b>

La société Kere Wani, située en Nouvelle Calédonie était une participation venant du Fonds d'Épargne et d'Investissement pour le Développement – ex filiale du CCFD–Terre Solidaire. Elle est définitivement liquidée, sans impact sur le résultat car totalement dépréciée.

## II.4 Créances rattachées à des participations

CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	Valeur Brute 01/01/2009	Aug.	Dim.	Valeur Brute 31/12/2009	Cumul dotations 01/01/2009	Dot.	Rep.	Cumul dotations 31/12/2009	Net 31/12/2009
Créance ratt. Max Havelaar reprise EURL	30 490		10 000	20 490	-30 490		-10 000	-20 490	0
Créance ratt. SIFA (Société d'Investissement France Active)	1 079			1 079				0	1 079
Créance ratt. Scoop El Amal	46 609			46 609	-46 609			-46 609	0
Créance ratt. SAPIE	4 955			4 955	-4 955			-4 955	0
<b>Total</b>	<b>83 133</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>73 133</b>	<b>-82 054</b>	<b>0</b>	<b>-10 000</b>	<b>-72 054</b>	<b>1 079</b>

Max Havelaar a remboursé une partie de sa créance, entraînant une reprise de la dépréciation correspondante.

## II.5 Détail des prêts

PRETS	Valeur Brute 01/01/2009	Aug.	Dim.	Valeur Brute 31/12/2009	Cumul dotations 01/01/2009	Dot.	Rep.	Cumul dotations 31/12/2009	Net 31/12/2009
Prêt Plateforme du Commerce Equitable	5 000			5 000	-10 000		-5 000	-5 000	0
Prêt Max Havelaar	100 000		54 000	46 000				0	46 000
Prêt Max Havelaar reprise EURL	2 318			2 318	-2 318			-2 318	0
Prêts au personnel	6 286	9 096	7 008	8 373				0	8 373
<b>Total</b>	<b>113 604</b>	<b>9 096</b>	<b>61 008</b>	<b>61 691</b>	<b>-12 318</b>	<b>0</b>	<b>-5 000</b>	<b>-7 318</b>	<b>54 373</b>

La reprise de provision sur le prêt accordé à la Plateforme du Commerce Equitable n'avait pas été comptabilisée en 2008. La régularisation a été passée en 2009.

## II.6 Détail des autres créances

Détail des autres créances	Montant
Dons et legs à recevoir	2 284 005
Crédit de TVA	268 226
Produits à recevoir	169 996
Salaires et comptes rattachés	115 673
Préfinancements de programmes cofinancés	71 351
Avances et acomptes fournisseurs	51 861
Loyers à recevoir	42 520
Créances diverses	25 083
Compte courant	14 345
<b>Total</b>	<b>3 043 060</b>

Le crédit de TVA a été remboursé en janvier 2010.

## II.7 Echéance des créances

Échéances des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	73 133		73 133
Prêts	61 691	54 373	7 318
Autres immobilisations financières	20 408		20 408
<b>De l'actif immobilisé</b>	<b>155 232</b>	<b>54 373</b>	<b>100 859</b>
Clients douteux ou litigieux	15 579	15 579	0
Autres créances clients	39 954	39 954	0
Dons à recevoir	2 284 005	2 284 005	0
Etat - TVA	268 226	268 226	0
Produits à recevoir	169 996	169 996	0
Personnel et comptes rattachés	115 673	115 673	0
Préfinancements de programmes cofinancés	71 351	71 351	0
Acomptes et avances fournisseurs	51 861	51 861	0
Loyers à recevoir	42 520	42 520	0
Débiteurs divers	25 083	25 083	0
Compte courant	14 345	14 345	0
<b>De l'actif circulant</b>	<b>3 098 593</b>	<b>3 098 593</b>	<b>0</b>
<b>Des Charges constatées d'avance</b>	<b>245 189</b>	<b>245 189</b>	
<b>Total</b>	<b>3 499 014</b>	<b>3 398 155</b>	<b>100 859</b>

## II.8 Valeurs mobilières de placement

LIBELLÉ	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2008	AUGMENT.	DIMINUTION	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2009	ESTIMATION au 31.12.2009
<b>ACTIONS TITRES COTES</b>					
Sicav monétaires	17 081 261	42 544 476	41 576 092	18 049 645	18 138 205
Ethique et partage	0	0	0	0	0
Bons à Moyen terme négociable	0	2 250 578		2 250 578	2 250 578
<b>Total Actions titres cotés</b>	17 081 261	44 795 054	41 576 092	20 300 223	20 388 783
<b>F. C. P.</b>					
Trésorerie	0	40 594	40 594	0	0
Equilibre	1 601	126 104	127 705	0	0
Horizon	170 986	165 035	336 021	0	0
<b>Total Fonds communs de Placement</b>	172 587	331 733	504 320	0	0
<b>AUTRES TITRES</b>					
(Bons Trésor, Epargne)					
Bons en portefeuille	61 542	19 818	19 818	61 542	
Bons remis a l'encaissement	506	0	0	506	
<b>Total autres titres</b>	62 048	19 818	19 818	62 048	
<b>TOTAL</b>	<b>17 315 896</b>	<b>45 146 605</b>	<b>42 100 230</b>	<b>20 362 271</b>	

## II.9 Provisions sur valeurs mobilières de placement

LIBELLÉ	Provisions au 31/12/2008	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2009
<b>ACTIONS TITRES COTES</b>				
Sicav monétaires	87 542	19 670	85 529	21 683
<b>TOTAL</b>	<b>87 542</b>	<b>19 670</b>	<b>85 529</b>	<b>21 683</b>

## II.10 Charges constatées d'avance

Ces charges représentent 245 189 €, légèrement en baisse par rapport à 2008. Elles concernent principalement les charges liées à l'élaboration, l'impression et la diffusion de la « Lettre Aux Donateurs » du mois de janvier 2010 ainsi que le mailing de la campagne Carême 2010.

### III. Informations relatives au passif

#### III.1 Fonds propres

Fonds propres	Au 31/12/2008	Affectation résultat 2008	Au 31/12/2009
<b>Ecart de réévaluation libre</b>	<b>1 556 840</b>		<b>1 556 840</b>
Réserve statutaire	91 469		91 469
Fonds de garantie du projet associatif	13 094 591		13 094 591
Organisations grandes manifestations	1 250 000		1 250 000
<b>Total fonds associatifs sans droit de reprise</b>	<b>14 436 061</b>		<b>14 436 061</b>
<b>Report à nouveau</b>	<b>3 958 095</b>	447 450	<b>4 405 545</b>
<b>Résultat de l'année</b>	<b>447 450</b>	-447 450	<b>4 413 029</b>
<b>Total</b>	<b>20 398 446</b>	<b>0</b>	<b>24 811 475</b>

#### III.2 Fonds dédiés

Compte	Libellé	Solde créditeur au 31/12/2008	Reprise (utilisation) 2009 débit	Dotations 2009 crédit	Solde créditeur au 31/12/2009
194100000	Fonds dédiés Afrique	0	25 000	100 781	75 781
194200000	Fonds dédiés Amérique Latine	0	101 500	102 500	1 000
194301000	Fonds dédiés Eurco projets	0	606 541	606 541	0
194410000	Fonds dédiés Madagascar projets	48 623	40 000		8 623
194601000	Fonds dédiés Afghans projets	10 023			10 023
194701000	Fonds dédiés Irak projets	65 775	18 000		47 775
194801000	Fonds dédiés Asie Tsunami projets	34 642	34 642		0
194802000	Fonds dédiés Java urgence projets	5 667			5 667
194810000	Fonds dédiés Faim&Développement SIDI		550 785	550 785	0
194901000	Fonds dédiés Liban projets	88 692	48 900		39 792
194902000	Fonds dédiés particulier projets	11 621			11 621
194910000	Fonds dédiés Pérou projets	4 544			4 544
194920000	Fonds dédiés Afrique projet SPP	25 161	25 161		0
194940000	Fonds dédiés émeutes de la faim	1 225			1 225
194960000	Fonds dédiés particulier / Haïti	9 000			9 000
194970000	Fonds dédiés projet Rejeer	30 864	25 090		5 774
194980000	Fonds dédiés urgence Gaza	100	24 200	32 927	8 827
194990000	Fonds dédiés projet REFERC / Srs Dominicaines	0	30 000	30 000	0
	<b>Total</b>	<b>335 936</b>	<b>1 529 819</b>	<b>1 423 535</b>	<b>229 652</b>

A noter que depuis 2009, les ressources issues du FCP Faim & Développement sont traitées en fonds dédiés, à destination de la SIDI.

### III.3 Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés	Solde au 31/12/2009
Fournisseurs	951 325
Effets à payer	35 853
Fournisseurs - Factures non parvenues	328 046
<b>Total</b>	<b>1 315 224</b>

### III.4 Détail des dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Provision mobilité des cadres	813 552	741 193
Provisions congés payés	623 511	657 732
Comptes de personnel	389 915	410 795
TVA collectée	6 912	9 501
Autres impôts et taxes	3 536	108 524
<b>Total</b>	<b>1 837 426</b>	<b>1 927 746</b>

### III.5 Détail des autres dettes

Autres dettes	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Projets restant à payer	4 275 486	5 581 371
Cofinancements restant du	3 048 787	1 201 340
Conventions projets	2 843 165	1 689 350
Fonds propres liés aux cofinancements	1 326 511	831 663
Acomptes legs reçus	776 278	1 925 761
Charges à payer	152 494	111 002
Dettes diverses	68 802	38 928
Opérations particulières restant dues	26 440	26 440
Compte courant	10 391	40 006
Autres soutiens restant à payer	10 100	10 000
<b>Total</b>	<b>12 538 454</b>	<b>11 455 861</b>

Les acomptes legs sont comptabilisés en dette avant que le leg ne soit totalement soldé. L'augmentation de la ligne « cofinancements restant du » est due à la signature de plusieurs contrats de cofinancement très élevés.

### III.6 Échéances des dettes

Échéances des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Emprunts et dettes financières divers	1 600	1 600	0
<b>Dettes financières</b>	<b>1 600</b>	<b>1 600</b>	<b>0</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	1 315 224	1 315 224	0
Provision mobilité des cadres	813 552	0	813 552
Provisions congés payés	623 511	623 511	0
Comptes de personnel	389 915	389 915	0
TVA collectée	6 912	6 912	0
Autres impôts et taxes	3 536	3 536	0
Projets restant à payer	4 275 486	4 275 486	0
Cofinancements restant du	3 048 787	3 048 787	0
Conventions projets	2 843 165	1 541 032	1 302 133
Fonds propres liés aux cofinancements	1 326 511	1 326 511	0
Acomptes legs reçus	776 278	776 278	0
Charges à payer	152 494	152 494	0
Dettes diverses	68 802	68 802	0
Opérations particulières restant dues	26 440	26 440	0
Compte courant	10 391	10 391	0
Autres soutiens restant à payer	10 100	10 100	0
<b>Autres dettes</b>	<b>15 691 104</b>	<b>13 575 419</b>	<b>2 115 685</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>15 692 704</b>	<b>13 577 019</b>	<b>2 115 685</b>

## IV. Engagements hors bilan

### IV.1 Engagements retraite

Le calcul des engagements de retraite a fait l'objet en 2009 d'un changement de méthode. Contrairement aux années précédentes, les droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet d'un calcul actuariel, mesurant donc l'engagement du CCFD–Terre Solidaire si les salariés présents au 31/12/2009 restaient au CCFD–Terre Solidaire jusqu'à l'âge de la retraite. Ce calcul ne porte que sur la population des employés, les cadres faisant par ailleurs l'objet d'une provision pour mobilité.

Le résultat obtenu est un montant de 582 530€, reposant sur les hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation de 5,2%
- table de mortalité INSEE 2004-2006
- taux de turnover de 5,8%

### IV.2 Legs

	2009	2008	2007
Legs à recevoir	7 839 912	7 387 280	5 277 082
Legs en cours	776 278	1 925 761	1 183 190
Legs soldés dans l'année	5 669 031	2 260 426	1 869 214
Legs reçus ou annoncés dans l'année	4 385 548	5 113 195	4 648 029

Le stock de legs à recevoir se compose de dossiers de legs qui ont été notifiés et acceptés par le Conseil d'Administration mais pas encore par les notaires.

Le stock de legs en cours se compose de legs dont le versement est en cours.

Les legs soldés dans l'année sont ceux qui sont enregistrés en produit dans l'année.

La dernière ligne concerne les nouveaux dossiers de l'année, qu'ils aient ou non été soldés dans l'année.

### IV.3 Autres engagements

Au 31/12/2009, les salariés du CCFD–Terre Solidaire avaient acquis **12 343** heures de DIF (Droit Individuel de Formation)

### IV.4 Contributions volontaires en nature

La mise en œuvre des missions du CCFD–Terre Solidaire repose beaucoup sur le bénévolat. Compte tenu de la complexité de l'organisation, il n'a pas été possible, en 2009, d'évaluer ces concours bénévoles. Les nouveaux statuts, en autorisant et en formalisant l'adhésion individuelle, permettront au CCFD–Terre Solidaire de mieux évaluer le nombre de ses bénévoles à partir de 2010.

## V. Informations relatives au compte de résultat

### V.1 Détail des autres achats et charges externes

	Montant 2009	Montant 2008
Etudes et sous traitances	505 326	570 358
Eau gaz électricité	43 068	41 170
Frais divers de gestion	724 040	816 736
Locations Immobilières dont salle de réunion	364 733	586 146
Informatique maintenance et fourniture	335 886	477 349
Honoraires et honoraires d'avocat	567 945	725 214
Annonces et insertions	904 115	628 902
Catalogues et imprimés	1 193 007	1 295 563
Personnel Missions et déplacements	1 324 954	1 562 733
Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 643 056	1 644 623
<b>Total</b>	<b>7 606 129</b>	<b>8 348 794</b>

### V.2 Le résultat financier

	2009	2008
Produits de participations	846	1 077
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	296	-1 100
Autres intérêts et produits assimilés	318 247	698 657
Différences positives de change	117	112
Reprises de provisions et transferts de charges	137 841	107 056
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>457 346</b>	<b>805 802</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	19 670	116 614
Intérêts et charges assimilées	48 385	118 607
Différences négatives de change	2 095	2 019
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>70 151</b>	<b>237 239</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>387 196</b>	<b>568 563</b>

### V.3 Le résultat exceptionnel

	2009	2008
Produits exceptionnels sur opérations en capital		51 154
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	94 695	171 364
Produits exceptionnels sur opération EURL Faim et Dévt		4 107 878
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>94 695</b>	<b>4 330 396</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	65	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	37 312	54 005
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	32 012	114 105
Charges exceptionnelles sur opération EURL Faim et Dévt		4 124 715
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>69 389</b>	<b>4 292 825</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>25 306</b>	<b>37 572</b>

Il est assez faible et concerne essentiellement la clôture de projets cofinancés terminés en 2008. Le résultat exceptionnel 2008 était marqué, lui par, la liquidation définitive de l'EURL Faim & Développement, en sommeil depuis plusieurs années et entièrement dépréciée, avec donc peu d'impact sur le résultat.

## VI. Compte d'Emploi des Ressources (CER)

### VI.1 Le nouveau format

Le CER a été élaboré conformément au règlement CRC 2008-12 du 7 mai 2008 en vigueur pour les comptes ouverts à partir du 1/1/2009.

Son élaboration a été validée par étapes successives par le Conseil d'Administration du CCFD–Terre Solidaire au cours de l'année 2009.

### VI.2 Définitions

#### Détermination du périmètre de la générosité du public

La générosité du public concerne tout don effectué au CCFD–Terre Solidaire sans contrepartie. En font donc partie les dons manuels, dédiés ou non dédiés, les legs, les dons issus de souscriptions à des produits d'épargne solidaire. Toutes les autres sources de revenus du CCFD–Terre Solidaire (abonnements aux publications du CCFD–Terre Solidaire, vente de produits issus du commerce équitable, produits financiers, etc.) ne font pas partie de la générosité du public.

#### Définition des missions sociales

Le Conseil d'Administration du CCFD–Terre Solidaire a reformulé et validé en mai 2009 la définition des missions sociales du CCFD–Terre Solidaire, et les dépenses qui doivent y être rattachées dans l'élaboration du CER. Le CER est donc cohérent avec ces définitions, et comprend, dans les postes de missions sociales, toutes les dépenses liées au partenariat international, à l'éducation au développement, au plaidoyer.

#### **Rappel de la décision du CA du 15 mai 2009**

**« Le Conseil d'Administration du CCFD–Terre Solidaire définit comme correspondant aux missions sociales de l'association valorisées dans le Compte d'Emploi des Ressources (CER) :**

- **Toutes les actions directes visant l'appui des partenaires du CCFD - Terre Solidaire (par exemple, les subventions versées pour des initiatives, mais aussi la formation, les échanges, etc.),**
- **Toutes les actions indirectes qui permettent cet appui des partenaires (par exemple, le travail des chargés de mission et des secrétaires de la Direction du Partenariat International, les frais d'études et de sélection des initiatives, les frais de mission pour des visites aux partenaires, les frais d'évaluation des résultats obtenus, etc.),**
- **Toute forme d'appui apporté à une filiale qui soutient elle-même des partenaires, comme la SIDI,**
- **Toutes les actions directes d'éducation au développement (par exemple, la production d'outils à destination des jeunes, les activités de formation et d'animation menées par les membres du réseau et les salariés, l'envoi de bénévoles en voyage d'immersion, etc.),**
- **Toutes les actions indirectes qui permettent cette éducation au développement (par exemple, le travail des animateurs formateurs en région, la vente de produits à la Boutique Solidaire, etc.),**
- **Toutes les actions directes de plaidoyer, et tous les moyens indirects mis en œuvre pour permettre ce plaidoyer,**
- **Les actions mises en œuvre sous forme de grands évènements (type Rencontre Nationale, Forum Social Mondial...) et correspondant à l'une ou l'autre des missions de partenariat ou d'éducation au développement.**

**Le reste des dépenses du CCFD–Terre Solidaire, concourant à la réalisation des missions, mais de manière plus indirecte (par exemple, le coût de la collecte des dons, les amortissements des immeubles...), n'est pas inclus dans les missions sociales. En conséquence, la ventilation des dépenses correspondantes dans les différentes rubriques au Compte d'Emploi des Ressources correspondra aux directives ci-dessus. »**

Les charges liées au partenariat international (financement des projets des partenaires, formation des partenaires, évaluations des projets, projets cofinancés, etc...) sont suivies par zone géographique correspondant à l'organigramme du CCFD–Terre Solidaire (Asie, Afrique, Amérique, Méditerranée, Europe, Migrants).

Dans le nouveau CER, elles figurent dans les « versements faits à d'autres organismes » puisque l'activité du CCFD–Terre Solidaire consiste à soutenir les projets de partenaires. Les frais liés à l'accompagnement des partenaires, i.e les frais de personnel des salariés en charge de la relation partenariale, ainsi que leurs frais de mission, de traduction, etc... sont regroupés dans le poste « Actions réalisées directement ».

Par ailleurs, les méthodes employées précédemment ont été maintenues :

- les dépenses de la direction générale sont réparties par tiers sur chacune des 2 missions sociales et sur le fonctionnement
- les dépenses de plaidoyer sont réparties sur chacune des deux missions sociales en fonction de leur poids respectif, soit 75% pour le partenariat international et 25% pour l'éducation au développement.

### VI.3 Stock initial de générosité du public

Les données permettant de reconstituer l'historique de la part de la générosité du public dans les réserves ne sont pas disponibles de manière exhaustive, le CCFD–Terre Solidaire ayant été créé en 1961. C'est donc la méthode forfaitaire de calcul de ce stock initial qui a été retenue :

On calcule le ratio moyen de ressources collectées auprès du public en reprenant l'historique des 3 dernières années :

$$R = \frac{\text{Ressources non affectées collectées auprès du public}}{\text{(total des ressources - versements exceptionnels)}}$$

	2006	2007	2008	Total
Ressources non affectées issues de la GP	29 526	27 967	29 009	<b>86 502</b> (a)
(total des ressources - versements exceptionnels)	34 846	34 068	34 022	<b>102 936</b> (b)

Le ratio obtenu (a)/(b) est de 84,03%, cohérent avec la proportion de ressources issues de la générosité du public du CCFD–Terre Solidaire.

Appliqué au montant des fonds propres du 31/12/2008 défalqués de la valeur nette des immobilisations, ce ratio donne un stock T1 de **7 367 k€**

Ce résultat est cohérent dans la mesure où le montant de GP disponible dans les réserves correspond à peu près à la part des réserves non couverte par les immobilisations.

### VI.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois

Conformément à une décision du Conseil d'Administration (octobre 2009), les ressources issues de la générosité du public sont utilisées dans l'ordre de priorité suivant :

- i) la couverture des frais de recherche de fonds
- ii) le financement de toutes les missions sociales non couvertes par d'autres ressources déjà dédiées, comme les cofinancements
- iii) la couverture des frais de communication
- iv) la couverture des frais de fonctionnement non couverts par d'autres ressources (abonnements, vente de produits solidaires, etc...)

La mise en œuvre des missions du CCFD–Terre Solidaire ne nécessitant pas d'acquisitions d'immobilisations, le mécanisme de retraitement de la part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par la générosité du public ainsi que les dotations correspondantes n'ont pas été utilisés dans l'élaboration du CER (montants T5 et T5bis).

## Compte d'emploi des ressources (format règlement CNC 2008)

Annexes comptables 2009

EMPLOIS DE L'EXERCICE	Emplois 2009 = compte de résultat	Emploi des ressources issues de la GP consommées en 2009	
<b>1- MISSIONS SOCIALES</b>	<b>27 627</b>	<b>23 482</b>	ST1
1.1 Réalisées en France			
Actions réalisées directement	5 935	5 606	
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	1 200	1 200	
1.2 Réalisées à l'étranger			
Actions réalisées directement	3 198	3 198	
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	17 294	13 478	
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>4 191</b>	<b>4 191</b>	ST2
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	4 191	4 191	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés			
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics			
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 890</b>	<b>2 651</b>	ST3
		30 325	
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU CR	35 708		
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS			
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	1 424		
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	4 413		
<b>V - TOTAL GENERAL</b>	<b>41 545</b>		
Vbis - PART DES ACQUISITIONS D'IMMOS BRUTES DE L'EXERCICE FINANCEES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC			T5
VI - NEUTRALISATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOS FINANCEES A COMPTE DE LA 1ère APPLICATION DU REGLEMENT PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC			T5BIS
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		30 325	T6

RESSOURCES	Ressources collectées en 2009 = compte de résultat	Ressources collectées auprès du public et consommées en 2009	
Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		7 367	T1
<b>1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC</b>	<b>34 451</b>	<b>34 451</b>	T2
1.1 Dons et legs collectés	33 169	33 169	
1.2 Autres produits liés à l'appel à la GP	1 281	1 281	
<b>2 - AUTRES FONDS PRIVES</b>	<b>0</b>		
<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	<b>4 052</b>		
<b>4 - AUTRES PRODUITS</b>	<b>1 512</b>		
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU CR	40 015		
II - REPRISES DE PROVISIONS	0		
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	1 530		
IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		-106	T4
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			
<b>VI - TOTAL GENERAL</b>	<b>41 545</b>	<b>34 344</b>	T2 + T4
VII - TOTAL DES EMPLOIS FINANCES PAR LES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC		30 325	
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		11 387	

56/59

## VII. Filiales et participations

### VII.1 Tableau des filiales et participations

Date de clôture	Capital	% du capital détenu	Capitaux propres	Quote-Part des capitaux propres détenus	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et cautions donnés par le CCFD - brut	Prêts et cautions donnés par le CCFD - net	Chiffre d'Affaires	Résultat
31/12/2009	13 000 104	27,00%	13 842 996	3 737 609	3 478 298	3 478 298	0	0	1 586 441	297 043
31/03/2009	41 496	11,04%	28 832	3 183	4 573	4 573	4 955	0	228 228	-14 810
30/04/2009	50 802 630	4 parts	53 476 668	535	1 020	1 020	1 079	1 079	0	632 147
30/06/2009	867 578	9,87%	1 194 671	117 914	30 011	0	0	0	8 345 553	-244 230
31/12/2008	394 274	7,99%	748 396	59 797	30 481	30 481	0	0	1 479 324	27 499
Aucune information reçue sur cette société					3 064	3 064	0	0		
Aucune information reçue sur cette société					45 125	0	46 609	0		

## VII.2 La SIDI

Créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) est une société anonyme à conseil de surveillance et directoire, spécialisée dans le développement de la microfinance au Sud et à l'Est.

Le CCFD-Terre Solidaire en est l'actionnaire principal. Au 31/12/2009 il détenait 27% du capital. Un pacte d'actionnaire signé entre le CCFD-Terre Solidaire, les sœurs Auxiliatrices des Ames du Purgatoire et les Ursulines de Jésus détient la majorité absolue et reste le garant du maintien des orientations fondatrices de la SIDI. Un travail d'élargissement de ce pacte à d'autres congrégations religieuses est en cours.

L'augmentation de capital de 9 à 13 millions d'euros clôturée fin avril 2009 a été réussie. Le CCFD-Terre Solidaire l'a suivie à proportion de sa participation au capital de la SIDI. Cette augmentation de capital redonne à la SIDI les moyens de son action en lui apportant les fonds nécessaires aux besoins de ses partenaires. Fin 2008 les fonds propres de la SIDI, investis à 95%, ne permettaient plus de nouveaux apports aux partenaires.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient la SIDI par son apport en capital mais également en prenant à sa charge une partie des coûts d'accompagnement des partenaires. Les dons provenant des Fonds de partage Faim et Développement sont intégralement affectés par le CCFD-Terre Solidaire à cette action. Les prestations prises en charge par le CCFD-Terre Solidaire se sont élevées en 2009 à 1.185.334€, les dons issus de Faim et Développement reçu par le CCFD-Terre Solidaire s'élevaient à près de 550.000€.

Le résultat financier 2009 est pour près de 50% la conséquence de la reprise d'une partie des provisions passées en 2008 pour risques financiers sur le portefeuille de la SIDI.

C'est cette reprise pour un montant de 338.662€ qui permet à la SIDI des comptes excédentaires en 2009.

### ▪ Compte de résultat de la SIDI

en milliers d'euros	2009	2008	Variations
Produits d'exploitation	1 568 431	1 827 825	259 394
<i>dont subvention CCFD</i>	1 185 334	1 160 014	-25 320
Charges d'exploitation	2 043 027	2 416 510	373 483
<i>dont frais de personnel</i>	1 146 862	1 139 582	-7 280
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-474 596</b>	<b>-588 685</b>	<b>-114 089</b>
PRODUITS FINANCIERS	984 673	745 466	-239 207
CHARGES FINANCIERES	338 607	718 815	380 208
<b>Résultat financier</b>	<b>646 066</b>	<b>26 651</b>	<b>-619 414</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	141 770	1 073 704	931 934
CHARGES EXCEPTIONNELLES	158 137	234 486	76 349
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-16 367</b>	<b>839 218</b>	<b>855 585</b>
Impôts			
<b>Résultat Net</b>	<b>155 103</b>	<b>277 185</b>	<b>122 081</b>

▪ Bilan de la SIDI

<b>ACTIF</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>PASSIF</b>	<b>2009</b>	<b>2008</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			Capital	13 000 104	9 000 072
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	60 625	78 053	<b>Réserves :</b>	545 850	268 665
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	8 674 131	8 977 933	<b>Résultat de l'exercice</b>	155 103	277 185
<b>TOTAL (I)</b>	<b>8 734 756</b>	<b>9 055 985</b>	<b>TOTAL (I)</b>	<b>13 701 057</b>	<b>9 545 922</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			provisions	180 229	137 813
<b>CREANCES</b>	383 490	545 389	<b>TOTAL (II) -provisions</b>	<b>180 229</b>	<b>137 813</b>
<b>DISPONIBILITES</b>	9 294 677	5 301 967	<b>DETTES</b>	4 430 256	5 059 472
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Charges constatées d'avance	117 524	14 225	Produits constatés d'avance	122 376	87 367
Ecart de conversion Actif	4 965	4 743	Ecart de conversion Passif	101 493	91 736
<b>TOTAL (II)</b>	<b>9 800 656</b>	<b>5 866 325</b>	<b>TOTAL (III)</b>	<b>4 654 125</b>	<b>5 238 575</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I à II)</b>	<b>18 535 412</b>	<b>14 922 310</b>	<b>TOTAL GENERAL ( I à III)</b>	<b>18 535 412</b>	<b>14 922 310</b>